

FISCALITÉ

Les riches de nouveau dans le viseur

PAGES 10-13

EUROPÉENNES

A LR ou au RN, l'envolée des jeunes réacs

PAGES 14-15

PHILIPPE RONAN ALAMO



DISPARITION

Ben, dernière mise au point

PAGE 26

Libération

Volodymyr Zelensky, à l'Élysée, le 16 février. PHOTO: ELOI BLONDET / ABACA PRESS

D-DAY

LE JOUR LE PLUS UKRAINIEN

■ Volodymyr Zelensky sera sur les plages de Normandie pour le 80^e anniversaire du Débarquement au nom de la «juste lutte» de son pays. ■ Pour la première fois, la Russie n'a pas été invitée. ■ Reportage à Kharkiv, qui résiste sous les bombes.

PAGES 2-5

N° 00135 - 684 - F. 2,70 €



ÉDITORIALPar
PAUL QUINIO**Liberté**

Il faut écouter Dina, que *Libération* a rencontrée cette semaine à Kharkiv, une des villes symboles de la résistance ukrainienne depuis le début de la guerre déclenchée par Vladimir Poutine, et plus encore depuis un mois que les bombardements russes se sont intensifiés sur la ville. De quoi parle Dina ? Des frappes bien sûr, et des horreurs engendrées par la guerre, de ses blessures intérieures. Mais la femme de 26 ans parle aussi de concerts, des expositions qu'elle s'acharne à monter dans le métro (où elle peut, en fait) et des bars où elle traîne aussi. Dina avoue que c'est difficile, sous le feu, de ne pas se satisfaire de survivre en ne pensant qu'au lendemain. Mais elle dit surtout qu'elle veut « se projeter » au-delà de cette guerre qu'elle n'imaginerait pas son pays perdre. Dina, en définitive, parle de son envie de liberté. D'une certaine manière, c'est de ce désir de liberté dont il sera question aujourd'hui à l'occasion de la célébration du 80^e anniversaire du débarquement en Normandie. D'abord parce que le 6 juin 1944 incarne la victoire des démocraties occidentales contre la barbarie nazie. Mais aussi parce que Volodymyr Zelensky, le président ukrainien, sera présent sur la côte normande aux côtés de Joe Biden, d'Emmanuel Macron, du roi Charles III et des autres chefs d'État, alors que la Russie, dans le camp des vainqueurs en 1945, sera pour la première fois absente des célébrations de ce tournant de la Seconde Guerre mondiale. Tout un symbole. Il est d'importance. Le leader ukrainien ne se contentera évidemment pas de symboles, et nul doute que les discussions programmées en marge des cérémonies avec Joe Biden ou Emmanuel Macron porteront sur l'impérative accentuation de l'aide militaire occidentale pour permettre à Kyiv de ne pas simplement résister aux assauts de l'armée russe, mais de gagner cette guerre. Le sujet a d'ailleurs été une claire ligne de clivage de la campagne des élections européennes qui s'achèvent, le RN et LFI se distinguant par leur refus de soutenir davantage Volodymyr Zelensky. Comme si, à quatre-vingts ans de distance, il n'y avait pas de trait d'union à tirer sur la préservation d'une même idée de la liberté. ♦

D-DAY

La guerre en Ukraine s'invite en Normandie

La Russie est absente des commémorations du Débarquement ce jeudi, tandis que Volodymyr Zelensky profite de sa venue en France pour signer des accords de coopération. Sur le front, la situation demeure critique.

Par
VERONIKA DORMAN

La guerre, c'est aussi, toujours, une histoire de symboles. Ce jeudi, pour le 80^e anniversaire du Débarquement, le président français, Emmanuel Macron, reçoit sur les plages de Normandie, où s'est joué il y a huit décennies le sort de l'Europe, son homologue américain, Joe Biden, et le souverain britannique, Charles III, mais aussi le chancelier allemand, Olaf Scholz, et le chef de l'État italien, Sergio Mattarella. L'occasion d'afficher l'unité des Occidentaux, réunis pour commémorer un de ces sacrifices immenses dans l'histoire – 10 000 soldats alliés et près de 3 000 civils ont péri ce jour-là dans sur le littoral français –, qui, entre autres conséquences, a mené à la décision collective de ne plus jamais laisser la guerre saigner le continent européen. En ce jour mémorable, alors que Volodymyr Zelensky se tiendra aux côtés d'Emmanuel Macron, l'absence de Vladimir Poutine, le président de la Russie, héritière de l'URSS grâce à laquelle a tenu le front de l'Est, au prix de millions de vies, est d'autant plus remarquable. Et symbolique. « La Russie n'a pas été invitée. Les conditions pour sa participation ne sont pas réunies, compte tenu de la

guerre d'agression lancée en 2022, qui n'a fait que croître depuis ces dernières semaines », a laconiquement communiqué l'Élysée à la veille des célébrations. C'est la première fois que la Russie n'est même pas représentée par une délégation ou un diplomate pour des commémorations de cette envergure.

« LA MÉMOIRE TRAHIE »

L'historien russe Sergueï Medvedev salue la décision finale de la France, qui avait paru hésiter un moment : « Ne pas inviter la Russie est absolument la bonne décision. La Russie de Poutine n'a rien à voir avec les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, même si elle prétend le contraire. En menant une guerre criminelle en Ukraine, elle a trahi la mémoire de cette victoire et est l'héritière non pas de l'URSS mais de l'Allemagne hitlérienne, de son esthétisme et de sa politique. La Russie n'a pas sa place en Normandie, elle a sa place à La Haye », commente l'auteur des *Quatre Guerres de Vladimir Poutine* et *Une guerre made in Russia*, qui avait précédemment relevé la dérive autoritaire et fascisant du régime poutinien. Contrairement à ce qu'assèneront à longueur de talk-shows haineux les propagandistes du Kremlin, l'idée des hôtes français n'est évidemment

pas de minimiser le rôle décisif joué par l'Union soviétique dans la victoire sur Hitler. « Nous avons toujours rendu hommage à l'action de l'Armée rouge, sans raccourci ni amalgame, sans être dupes non plus de l'instrumentalisation qui parfois pouvait en être faite en Russie », insiste-t-on à l'Élysée, en rappelant que « sur le front de l'Est, cette guerre n'a pas été l'apanage du seul peuple russe, mais que tous les peuples qui formaient alors l'URSS ont concouru à cet effort, parmi lesquels des Ukrainiens, des Biélorusses et tant d'autres ». Sur la place Rouge, le 9 mai 2024, en célébrant la victoire de 1945, Poutine n'avait du reste pas manqué l'occasion pour mettre un coup de hache dans ce grand lieu de la mémoire collective européenne, accusant l'Occident de « déformer » l'histoire et « la vérité » sur la guerre dans laquelle, durant « les trois premières longues et difficiles années, l'Union soviétique et toutes les républiques de l'ex-Union soviétique ont combattu les nazis pratiquement un contre un, tandis que la quasi-totalité de l'Europe travaillait pour la puissance militaire de la *Wehrmacht* ». Aucun leader occidental n'était à ses côtés, sous la neige et les murs du Kremlin, en ce 79^e anniversaire. Autant de rendez-vous manqués, à l'image de la détérioration qui pa-

rait irréversible aujourd'hui des relations entre l'Est et l'Ouest. « En 2014, pour le 70^e anniversaire du D-Day, la question ne s'était pas posée, alors que la Crimée venait d'être annexée », rappelle Tatiana Kastoueva-Jean, directrice du Centre Russie à l'Institut français des relations internationales. Le contexte n'était pas le même il y a dix ans, ou du moins les dirigeants occidentaux n'avaient pas pris la mesure de la boîte de Pandore qui s'ouvrait. François Hollande et Angela Merkel avaient profité de la venue en France de Vladimir Poutine et du nouvellement élu Petro Porochenko pour lancer le « format Normand », précisément dans le but d'endiguer le conflit en germe.

« L'ÉTÉ SERA DÉCISIF »

En ce 6 juin 2024, au 834^e jour de l'offensive russe, la situation sur le front ukrainien se détériore. Malgré l'aide occidentale, l'armée de Kyiv continue de manquer de munitions, de forces vives et surtout d'un bouclier antimissiles impénétrable. Face aux forces russes qui sont réparties à l'assaut dans la région de Kharkiv (lire ci-contre). « L'été sera décisif », anticipe Kastoueva-Jean. Les Occidentaux attendent de voir ce que décidera le terrain militaire pour décider de la suite : soit l'envoi de troupes



Joe Biden, Volodymyr Zelensky et



Emmanuel Macron à Hiroshima, lors du sommet du G7 au Japon, le 21 mai 2023. PHOTO SUSAN WALSH, AFP

et encore plus d'armes, ou alors s'engager dans la voie des négociations.» Pour Volodymyr Zelenskyy, convié «non pas dans le contexte de l'histoire, mais parce que le débarquement des troupes alliées en Normandie il y a quatre-vingts ans fait historiquement écho à la juste lutte que le peuple ukrainien mène aujourd'hui», dixit l'Elysée, la visite se prolongera vendredi à Paris, à l'Assemblée nationale, au ministère des Armées et au Quai d'Orsay.

Le président ukrainien s'entretiendra également avec Emmanuel Macron, en finalisant une série d'accords, dont la dotation de l'Agence française de développement d'une enveloppe de 400 millions d'euros en prêts et 50 millions de dons, jusqu'en 2027, pour étendre ses activités en Ukraine. Et la création d'un «fonds de soutien» aux infrastructures critiques, doté de 200 millions d'euros pour accompagner des projets avec une participation française dans l'énergie, le transport, l'eau, la santé, l'agriculture. Paris souhaite réaffirmer ainsi son «soutien politique et diplomatique, à la veille d'une intense séquence diplomatique» : le sommet du G7 en Italie à la mi-juin, et, dans la foulée, le sommet pour la paix en Suisse. ♦

Lire aussi pages 20-21.

A Kharkiv, «cette fois, on ne repartira pas» face à l'offensive russe

La deuxième ville ukrainienne est à nouveau martyrisée par les bombardements du Kremlin depuis le 10 mai. Ses habitants, qui avaient largement fui en 2022 avant de revenir, ne veulent plus partir et s'adaptent à une vie de détonations.

De la demi-heure qui a suivi l'attaque contre son imprimerie de Kharkiv, Tatiana Gryniuk ne souvient que de bribes, de «flashs» et de ce que lui ont raconté plus tard ses employés. Elle sait qu'à l'instant où le premier missile a explosé, juste après 10 heures le 23 mai, elle était au premier étage et qu'elle s'est jetée par terre. «Après, je suis restée allongée plusieurs minutes, jusqu'au quatrième et dernier missile. Mais ensuite, c'est flou. Des ouvriers m'ont dit que j'avais couru en bas, là où sont les machines. D'autres que je

hurlais dans les couloirs des bureaux de se mettre à l'abri.» Lorsqu'elle est descendue dans la salle de production, elle a vu des flammes, de la fumée et des pompiers qui se frayaient un chemin à travers les gravats. Puis des corps. Les blessés les plus graves qu'elle a aidés à sortir sur des transpalettes. Et les morts, que les autorités lui ont demandé plus tard d'identifier. «Seuls deux étaient reconnaissables. Les cinq autres étaient carbonisés, il n'y avait plus que des bouts de leur corps, le reste était de la cendre.» Les portraits des sept employés, cinq femmes et deux hommes, sont désormais affichés dans le hall de l'imprimerie Factor-Druk, la plus grande d'Ukraine.

Tatiana Gryniuk la fait visiter, le pas pressé. Dans la cour, juste à côté du bâtiment principal, le cratère rond qui s'est rempli d'eau d'une

dizaine de mètres de large, creusé par le premier missile russe S-300. Puis, à l'intérieur, ce qu'il reste de la salle de production où s'est abattu le deuxième, une ou deux minutes plus tard. L'énorme relieuse, avec ses rouleaux qui s'étirent sur une dizaine de mètres et pèse plusieurs tonnes, s'est tordue. Les tôles du plafond qui n'ont pas été pulvérisées pendent comme des rideaux. Au sol, il reste des livres pour enfants aux pages brûlées, *Dora l'exploratrice* et une encyclopédie sur le système solaire. Dix jours après l'attaque, des femmes de ménage continuent de s'affairer.

Rester et reconstruire

Les frappes russes contre l'imprimerie, dans une ville pourtant plus que coutumière des tirs de missiles et de drones, ont ému jusqu'au sommet de l'Etat ukrainien. Le président Volodymyr Zelenskyy est venu de Kyiv le lendemain rencontrer Tatiana. «Il m'a dit qu'il allait nous aider», raconte-t-elle avec un sourire circonspect. Derrière son bureau de directrice recouvert de papiers et formulaires divers, elle refuse d'assimiler l'attaque à une offensive contre la culture et la littérature ukrainiennes, comme l'ont fait plusieurs écrivains célèbres. «Franchement, comment savoir ? Les deux derniers missiles sont tombés à côté de l'usine, au niveau du dépôt de chemin de fer, juste derrière. Est-ce ça qu'ils visaient ? Je n'en sais absolument rien. Mais de toute façon, qu'ils aient voulu ou non s'attaquer à la littérature, le résultat est le même, ils l'ont attaquée.»

Tatiana sait en revanche ce qu'elle va faire : rester et reconstruire. Elle évalue les destructions à plus de 5 millions d'euros. Le chiffre est provisoire, des experts se relaient pour vérifier l'état des bâtiments, fragilisés par les effets de souffle. Il n'y a bien sûr pas d'assurance, mais une fondation suisse a annoncé qu'elle participerait à la reconstruction. «Il est hors de question de délocaliser la production dans une usine hors de Kharkiv. Déjà, ce serait trop complexe au niveau industriel et les compétences sont ici, dans cette région. Et surtout, ce serait une insulte à nos employés tués le 23 mai. Cela prendra des mois, mais cette usine rouvrira. Nous sommes chez nous, ici, attaques russes ou non.»

Kharkiv, deuxième ville du pays, connue pour ses universités et sa proximité avec la Russie, à une trentaine de kilomètres, tient bon. Dans les premières semaines de la tentative d'invasion, le 24 février 2022, l'armée de Moscou l'a frappée sans relâche, autant qu'elle le pouvait, avec ses missiles tirés depuis ses MIG (avions de chasse), ses obus de tanks et les mortiers de ses hommes au sol, bien plus qu'elle n'a visé Kyiv, la capitale. Kharkiv, en lambeaux, a failli tomber. Sa population a fui massivement, jusqu'à moins de 400 000 habitants, contre 1,4 million avant guerre. Mais l'armée ukrainienne, renforcée par des milliers d'enrôlements volontaires, a résisté, jusqu'à repousser les blindés russes marqués de «Z».

À partir de l'été 2022, les habitants sont revenus. Pas tous, ils sont aujourd'hui environ 1 million, selon les derniers chiffres de la mairie. Il manque principalement les familles avec leurs jeunes enfants.

Mais ceux qui sont là disent qu'ils ne partiront plus, malgré les bombardements, les coupures d'électricité, les emplois qui manquent, les universités fermées, et un nouvel assaut russe, lancé le 10 mai.

Après une avancée de 8 kilomètres à l'intérieur du territoire ukrainien, au nord-est de la ville, les soldats de Moscou ne progressent plus. Mais les frappes de missiles S-300, de drones suicides et de bombes dites «planantes» tirées par des avions de l'autre côté de la frontière ne cessent pas. Elles étaient quasi quotidiennes durant trois

Suite page 4





Tatiana, 61 ans, jardine devant son immeuble du quartier de Saltivka, à Kharkiv samedi.

Suite de la page 3 semaines. Depuis que les États-Unis ont autorisé le 30 mai l'Ukraine à utiliser leurs armes pour frapper côté russe, elles se sont espacées, sans que personne sache si cela durera ou non.

Trous dans les façades

Ce matin de début juin, Tatiana, 61 ans, fichu blanc sur la tête, collier doré au cou et gants de cuisine aux mains, s'arc-bute avec précaution le parterre de roses, d'iris et de gueules-de-loup qu'elle a plantées au pied de son immeuble du quartier de Saltivka, dans le nord-est de Kharkiv. Son bâtiment de seize étages est le dernier avant la voie rapide qui fait le tour de la ville et où, au début de l'invasion, s'étaient positionnés les soldats russes. Le 25 février 2022, elle s'est enfuie avec son mari, ouvrier fraiseur à la retraite. Ils sont revenus en décembre, sans leur fille et leur petit-fils qui se sont exilés, et se sont réinstallés dans leur appartement du huitième étage. « Cette fois, on ne repartira pas. Nos soldats les empêcheront de revenir. » Le matin, elle monte parfois sur le toit de l'immeuble, d'où elle voit les fumées des explosions sur le front, dans les villages à une petite vingtaine de kilomètres.

Son quartier est l'un des plus endommagés. Il n'est plus possible de compter les fenêtres remplacées par des panneaux de contreplaqué, les trous dans les façades, les murs noirs par les explosions. Des immeubles ont commencé à être réhabilités, ou en tout cas repeints, mais d'autres sont trop abîmés, le toit en partie arraché, des pans d'étages disparus. Le jardin d'enfants a été quasi rasé, ses balançoires et toboggans ensevelis sous les herbes folles. Tatiana ne fait plus attention

aux destructions. « C'est comme si le temps s'était arrêté le 24 février 2022. J'attends depuis que tout redevienne normal. »

Dans le centre-ville, Dina, 26 ans, incarnation, sans le vouloir ni le revendiquer, cette jeunesse de Kharkiv qui a elle aussi décidé de rester. La jeune femme s'est imposée comme l'une des figures de la vie artistique locale, intense malgré les frappes aériennes, avec des concerts, des lectures et des expositions qui se succèdent dans le métro et les bars. Illustratrice, elle écrit entre autres des poèmes sur les panneaux de bois qui ont remplacé les devantures. Tel celui-ci : « Vitya était un bâtard même avant la guerre. Une vie stupide, sans compter les drogues. Et ils diront : "Regardez ce que la guerre a fait ! Nos pauvres, malchanceux chatons." Les cheveux gris, rendez-vous compte depuis la naissance, il a jeté une bouteille pensant que c'était une grenade. Et les gens diront : "Il est revenu et il boit sans arrêt pour oublier sa peine." [...] »

« Le piège avec la guerre est qu'elle vous pousse à ne penser qu'au lendemain, pas au-delà. Dès qu'on se projette, on ajoute : "Enfin, si je suis toujours vivante." »

Dina
artiste ukrainienne

Quand nous sortirons vainqueurs de la bataille, d'une manière ou d'une autre, nous rentrerons chez nous et nous redeviendrons nous-mêmes. »

A la terrasse d'un café du centre où elle a ses habitudes, Dina note le basculement de la scène locale, « arrogante avant » et aujourd'hui « beaucoup plus sincère ». « J'ai toujours évoqué la guerre, bien avant que celle-ci se déclenche. Nous savions que c'était inévitable, qu'ils nous attaqueraient un jour ou l'autre. Mais comme les autres, je suis devenue plus sérieuse. Je pense que mes travaux sont plus sincères. Le piège avec la guerre est qu'elle vous pousse à ne penser qu'au lendemain, pas au-delà. Dès qu'on se projette, on ajoute : "Enfin, si je suis toujours vivante." Mais moi, je veux me projeter. Je veux une vie, une famille, des enfants. » La jeune artiste s'est lancée dans un nouveau projet, la réalisation d'un film. Elle a jeté les scénarios qu'elle avait écrits avant l'invasion russe qui, forcément, « ne fonctionnent plus ».

« C'est pas un drone suicide, ça ? »

Dans le bois du quartier de Piatykhvatky, dans le nord de Kharkiv, une dizaine d'habitants se réunissent plusieurs fois par semaine en début de soirée pour un barbecue. Ils ont aménagé une table et des bûches en guise de tabourets au bout d'un sentier entre les érables et les moustiques. Avant la guerre, ils se connaissaient de vue, comme des voisins. Lorsqu'elle a commencé, l'un d'eux, Andreï, a amené à manger aux familles terrées dans les caves. Les autres l'ont rejoint peu à peu. Ils distribuent depuis des vêtements, des poêles à bois l'hiver, organisent des activités pour les enfants qui n'en peuvent plus de

s'ennuyer, contraints de suivre leurs cours en ligne, montent des évacuations de civils piégés par les combats dans les villages de la région, parfois jusque dans le Donbass.

« On pourrait peut-être même dire qu'on est une sorte de famille, non ? » se demande Hannah, une institutrice blonde d'une quarantaine d'années. A ses côtés, Timour, la cinquantaine et des cheveux blancs, commercial qui ne gagne quasiment plus rien – « juste de quoi acheter à manger et encore, rien d'exceptionnel » – confirme : « Je n'étais jamais parlé à Hannah avant, et on se voit quasiment tous les jours maintenant. » Un bourdonnement se fait entendre dans le ciel. « C'est pas un drone suicide, ça ? » s'interroge l'un des convives. « C'est pas plutôt une voiture ? » rétorque un autre. Le bourdonnement s'éloigne, puis revient. « Ah non, ça devait bien être un drone. » Personne ne s'en soucie.

Tous sont bénévoles. Leur groupe de volontaires, un parmi les dizaines qui se sont créés à Kharkiv, survit grâce à leurs propres dons quand ils le peuvent, à ceux de leurs proches, et parfois à ceux d'une association. Ils n'ont pas de plan particulier, sinon de continuer. Et de rester chez eux, dans leur appartement de Piatykhvatky et dans leurs bureaux, installés dans un magasin abandonné et à moitié détruit. « J'étais terrorisée en 2022, surtout par les MIG. Je les comptais quand je les entendais nous survoler, et je les comptais quand ils repassaient pour être sûre qu'il n'y en avait pas qui tourne au-dessus du quartier, dit Hannah. Mais maintenant, si les Russes reviennent, je sais comment cela se passera. Je suis préparée. »

LUC MATHIEU
Envoyé spécial à Kharkiv
Photos **GEORGE IVANCHENKO**



Dans l'imprimerie de Kharkiv attaquée le 23 mai, mardi.



Une ouvrière de l'imprimerie touchée le 23 mai par un missile russe.



Durant un match de foot à Boudy, près de Kharkiv, samedi.



Une fête donnée en l'honneur de Yasha, qui s'apprête à rejoindre l'armée.

Refus de la conscription en Ukraine: «Je ne suis pas capable de combattre»

Après plus de deux ans de guerre, les soldats sont fatigués et la relève est difficile. En parallèle, le durcissement d'une loi en avril complique la vie de ceux qui refusent d'aller au front.

La peur et la honte. Sergueï, 30 ans, est coutumier des deux sentiments depuis le début de la guerre et son refus d'intégrer l'armée. Il ne satisfait à aucun des critères qui pourrait lui éviter la conscription : il n'est pas malade, n'a aucun handicap, ne poursuit pas d'études et n'a pas de famille à charge. Mais il ne veut pas devenir soldat, malgré la loi qui l'oblige et le conflit qui dure et épuise les rangs d'une armée vieillissante. «Bien sûr, j'ai peur, dit-il dans le jardin de son immeuble d'un quartier résidentiel de Kharkiv. Je n'ai jamais utilisé d'armes. Ce n'est pas en trois mois de formation, si jamais ils me les accordaient, que je pour-

rais devenir un combattant. Si je vais dans une tranchée, je suis mort en dix minutes, ou pire, je reviens mutilé, blessé à vie.» La honte, il la ressent aussi. «Oui, je comprends ceux qui pourraient me dire: "Pourquoi ne fais-tu rien alors que ton pays est en guerre? Pourquoi d'autres devraient-ils mourir à ta place?" Je sais que c'est injuste. Mais autant la honte que la peur, ce sont des émotions. Quand l'analyse froidement la situation, je me dis que j'ai raison, que je ne suis pas capable de combattre, que je serais inutile sur le front.»

Le jeune homme a un autre argument : les affaires récurrentes de corruption d'officiers dans les centres d'enrôlement. Le 27 mai, un bureau d'enquêtes du gouvernement a annoncé qu'un officier qui dirigeait celui de Prymorskyi, un district d'Odessa (sud du pays), avait amassé environ 1 million de dollars (920 000 euros) depuis juillet en se faisant payer entre 4 500 et 7 000 dollars pour déclarer inaptes ceux qui ne l'étaient pas. En août, le président Volodymyr Zelensky avait

déjà limogé les commissaires régionaux des centres du pays.

A Kharkiv, Sergueï n'est pas le seul à refuser d'être soldat. Trois groupes Telegram, auxquels sont abonnées au total des dizaines de milliers de personnes, donnent chaque jour les adresses où sont postés des officiers de recrutement pour contrôler et éventuellement arrêter les récalcitrants. Sergueï les consulte avant de sortir, privilège la voiture, scrute les rues quand il est à pied. «Je ne vis pas cloîtré, assure-t-il. Je vois régulièrement mes amis. Ceux qui sont dans l'armée me disent qu'ils me comprennent, que j'ai bien fait, que ce n'est pas du tout pour moi.» Et si venait à être contrôlé et enrôlé? «Je ne sais pas ce que je ferais, je ne sais pas», répète-t-il.

Epuisés. Le risque est d'autant plus grand que la loi vient de se durcir. Après des mois de débats au Parlement, elle a fini par être votée en avril. L'âge de la conscription a été abaissé à 25 ans, contre 27 auparavant, et les amendes augmentées en cas de tentative d'y échapper.

Tous les hommes, de 18 à 60 ans, doivent en outre s'inscrire dans les bureaux militaires.

Les familles de soldats qui réclamaient une démobilitation après trois ans de service et une permission automatique après six mois d'affilée de déploiement n'ont pas été entendues. Plusieurs hauts gradés s'en étaient publiquement inquiétés, estimant que de telles mesures affaibliraient encore un peu plus une armée usée par deux ans et demi de guerre. En février, Volodymyr Zelensky avait annoncé la mort de 31 000 soldats depuis l'invasion russe, le 24 février 2022, un bilan

«Si je vais dans une tranchée, je suis mort en dix minutes, ou pire, je reviens mutilé, blessé à vie.»

Sergueï
un habitant de Kharkiv

deux fois moindre que celui estimé par ses alliés occidentaux. En parallèle, l'armée ukrainienne vieillit, avec une moyenne d'âge d'environ 40 ans. Sur le front au nord-est de Kharkiv, il est courant de croiser des soldats âgés de 55 ans.

Le psychologue et colonel Igor Prihodko reçoit chaque jour ces militaires épuisés dans un centre de réhabilitation soutenu par l'organisation *Invincibility of the Country* en périphérie de Kharkiv. La grande majorité souffre de troubles de stress post-traumatiques qui provoquent insomnies, agressivité ou repli sur soi et parfois idées suicidaires. Mais le grade n'observe que rarement une animosité contre ceux qui refusent de rejoindre l'armée. «Ils considèrent que c'est injuste bien sûr, mais ils disent préférer ne pas les avoir à leurs côtés sur le front. Ce serait trop dangereux, ils risqueraient de s'enfuir ou de faire n'importe quoi. Ils veulent être avec des combattants.» Depuis le début de la guerre, 7 000 soldats sont passés par ce centre. Ils y restent deux semaines, sauf les cas les plus graves, avant de repartir dans leurs unités.

Ambiance. Jusqu'à la mi-avril, Yasha, 37 ans, économiste de formation et photographe par vocation, ne pensait pas devenir soldat. Depuis le début de la guerre, il parcourait les fronts à travers le pays pour plusieurs agences de presse, dont Associated Press. Jusqu'à ce jour où, revenant de Koupiansk, à l'est de Kharkiv, il a été contrôlé à un check-point de la police. D'ordinaire, il passait sans problème. Cette fois, le policier lui a remis la fameuse fiche qui l'oblige à se présenter à un centre de conscription. Il n'a pas cherché à louvoyer, il y a été. Il a appris quelques jours plus tard qu'il allait être envoyé dans le Donbass, dans l'est du pays.

Samedi, il a organisé une fête de départ. Une dizaine de ses amis, sa nouvelle compagne et quelques collègues l'ont rejoint devant le garage qui lui sert d'entrepôt de stockage. Ils ont installé un barbeque, sorti une table pour les chips, les tomates et les bières et branché une vieille chaîne hi-fi sur une batterie. L'ambiance est calme et bienveillante. «C'est sûr que cela fait bizarre, mais je n'ai pas peur. Je vais sur les fronts depuis plus de deux ans, y compris dans les tranchées, je sais comment cela se passe.» L'armée lui a assuré qu'il aurait quinze jours de permission tous les six mois, et un salaire de 50 000 hryvnias (1150 euros), largement de quoi conserver l'appartement qu'il loue à Kharkiv.

La guerre avait déjà bouleversé la vie de Yasha une première fois, dès le printemps 2022. «Ça n'allait plus avec ma femme depuis longtemps, nous allions même voir un psy. Mais quand les Russes ont attaqué, ce n'était plus tenable, nous avons divorcé très rapidement, après douze ans de mariage. C'est là que j'ai compris que la guerre accélérât tout, surtout les problèmes.»

L.Ma.
Envoyé spécial à Kharkiv

Par
ISABELLE HANNE
Envoyée spéciale à Covas
do Barroso et Montalegre (Portugal)

Dans l'emploi du temps de Nelson Gomes, il y a : se lever à l'aube, s'occuper de ses vingt-cinq vaches de race barrosa, avec leurs longues cornes, leur robe fauve, leur viande réputée dans tout le Portugal ; monter sur son tracteur pour retourner la terre de son potager. Et depuis quatre mois, dès qu'il a le temps, grimper un terrain escarpé pour « empêcher les engins de Savannah Resources de forer une parcelle qui ne leur appartient pas ». L'un des sites, propriété de l'opérateur britannique, de la plus grande mine de lithium à ciel ouvert d'Europe. Nelson et ses voisins de Covas do Barroso, un village de la région reculée et rurale de Trás-os-Montes, sont bien organisés. Tous les jours travaillés sont découpés en tranches qu'ils se partagent, pour les blocages, avec ceux des communes voisines également concernées par la mine de Boticas. Basée à Londres, Savannah Resources ambitionne depuis près de dix ans d'exploiter le sous-sol de la région, riche en lithium. Ce métal, véritable or blanc pour son utilisation dans la fabrication de batteries d'ordinateurs, de téléphones portables, de voitures électriques et pour le stockage d'énergies renouvelable, est essentiel à la transition énergétique et numérique. La mine de Boticas pourrait, selon l'entreprise qui souhaite démarrer la production en 2026, être exploitée pendant douze ans, employer 250 personnes, et produire assez de lithium pour fabriquer 500 000 batteries par an. Après étude d'impact, l'Agence de protection de l'environnement du Portugal (APA) a donné son feu vert au projet en mai 2023.

UNE FUITE EN AVANT

La production domestique de lithium est une priorité pour l'Europe, qui cherche à développer une chaîne d'approvisionnement régionale en batteries. Bruxelles a acté en 2023 la fin des moteurs thermiques dans les voitures neuves à partir de 2035, sujet qui s'est retrouvé au cœur de la campagne pour les européennes qui se tiennent ce dimanche, pour contribuer à la neutralité carbone du continent d'ici le milieu du siècle. La demande en métaux de l'UE, en particulier de lithium, devrait exploser. Dans son règlement sur les matières premières critiques publié le 3 mai, l'UE prévoit d'extraire de son sous-sol 10 % de sa consommation annuelle de matières premières stratégiques d'ici 2030. Avec les premières réserves identifiées du métal alcalin en Europe et les neuvièmes au monde selon l'Agence géologique des États-Unis, le Portugal pourrait contribuer à réduire la dépendance de l'UE aux importations – 87 % du lithium brut consommé par le continent vient aujourd'hui d'Australie. Vu de Bruxelles ou de Lisbonne, il va falloir rouvrir des

Mines de lithium au Portugal

«Il faudrait polluer nos villages pour dépolluer les villes ?»

Dans le nord-est du pays, deux projets ont reçu le feu vert des autorités, malgré l'opposition des riverains et un scandale de corruption. Illustrant les paradoxes d'une transition énergétique basée sur l'extraction.

REPORTAGE



«Si la mine ouvre, ce sera la fin de notre village», assure la militante Aida Fernandes.

mines en Europe, et le projet de Boticas est une aubaine. Vu de Covas do Barroso, c'est un désastre. L'entrée du village ne laisse guère de doute sur la position des habitants : «Non aux mines, oui à la vie!» tonnent des

grandes banderoles. Les «Não às minas», tagués sur des tissus, peints sur des tuiles, ornent les hameaux de granit éparpillés dans ces montagnes douces aux sommets érodés et aux pentes vert pomme, hérissées

de forêts de pins et de chênes. Le coin est réputé pour la perpétuation d'une paysannerie traditionnelle, avec gestion collective de l'eau, via un réseau de puits et de canaux d'irrigation, et des «baldios», les terres



Nelson Gomes est devenu ces dernières

communales. Un système vertueux, couronné d'une inscription au patrimoine agricole mondial de la FAO, l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, en 2018.

«Vous entendez ce bruit ? J'ai l'impression d'habiter le long d'une autoroute», lâche Nelson Gomes. Entre les pépiements des oiseaux, un grondement s'échappe de derrière les arbres. On aperçoit aussi les carapaces rouges d'engins de chantier. C'est l'un des futurs sites de la mine, où des employés de Savannah Resources procèdent à des forages de prospection.

«On nous rebat les oreilles avec la transition verte. Vous voulez du vert ? Regardez, ici, il y en a plein». Nelson balaye de sa main osseuse les collines autour. «Il faudrait détruire tout ça, sacrifier les populations qui vivent en harmonie avec la nature ? Il faudrait polluer nos villages pour dépolluer les villes ? Il récite tout ça avec la voix douce, impassible, de celui qui a dû souvent répéter les mêmes choses ces dernières années. «La grande majorité des habitants ici est contre les mines : ils réduisent la pollution des eaux, des nappes phréatiques, la poussière que l'extraction va pro-



années l'une des figures de l'opposition aux projets de mines. PHOTOS ANDRÉ VIEIRA

duire», assure Mariana Riquito, une jeune chercheuse portugaise qui a découvert Covas do Barroso à l'été 2021, à l'occasion d'un camp contre l'ouverture des mines. Outre la modification du paysage, la création de routes, d'infrastructures ad hoc, l'augmentation du trafic routier et le bruit, l'extraction du lithium nécessite de grandes quantités d'eau et de produits chimiques. Aujourd'hui docteur à l'université d'Amsterdam, Mariana Riquito consacre sa thèse à la relation entre habitants et territoire à l'aune de la transition énergétique, à partir du cas de Covas. «Le contexte est beaucoup plus large, explique-t-elle. Si la mine de Boticas ouvre, ça va créer un précédent non seulement au Portugal, mais aussi en Europe. Ce sera le début d'une fuite en avant minière qu'il sera difficile de stopper.»

Épaulés par des élus locaux, des avocats et des associations écologistes, les opposants aux mines ont lancé une série de recours devant les tri-

bunaux: pour l'annulation de l'étude d'impact environnemental, pour des disputes sur des titres de propriété ou de délimitation de parcelles... «Ce n'est jamais directement la compagnie qui demande à racheter la terre, mais des sous-traitants qui ne s'identifient pas comme tels, critique Aida Fernandes, qui dirige l'association des terres communales et incarne la contestation avec son mari, Nelson. Les propriétaires ont peur de refuser et de se faire exproprier sans compensation la fois suivante. Alors parfois, ils vendent.»

Attablée avec Mariana au seul café du village, sous un soleil vertical, Aida est interrompue par des «Oh!» ou des «Bom dia!» chaleureux. «Ici c'est un petit village, tout le monde se connaît, reprend-elle. Le projet de mine a créé beaucoup d'anxiété: nos vies sont en suspens. Parce que nous ne sommes ni riches ni forts, ils pensent qu'ils peuvent nous neutraliser.» Puis, esquissant un sourire à la fois brava et fatigué: «Mais le jeu

consiste à savoir qui abandonnera en premier».

«QUATRE ENORMES TROUS»

Quant aux arguments de transition énergétique, de contrôle des chaînes d'approvisionnement – il faudrait mieux polluer chez soi, avec des normes environnementales strictes, plutôt qu'ailleurs –, très peu pour elle. «Ils disent qu'ils veulent sauver la planète, mais ils vont surtout détruire notre monde. Si la mine ouvre, si l'entreprise fait ce qu'elle a annoncé, ce sera la fin de notre village. La fin de notre eau, de l'élevage, la fin de cet écosystème délicat.»

Depuis la cour d'une ancienne école, qui domine la vallée, Mariana Riquito dessine les contours du projet de Savannah: quatre mines à ciel ouvert, sur près de 600 hectares. «Donc quatre énormes trous, là, là, là et là», pointe-t-elle du doigt dans le paysage bucolique. «Là, ils entreposeront les déchets. Là, ils veulent installer une unité de traitement pour séparer les métaux.» Elle trace aussi de l'index une future route, un futur pont, et souligne à quel point l'exploitation minière est «intensive en CO₂». Sur les réseaux sociaux, Savannah Resources vante

sa présence dans le village. En fait, une enseigne discrète sur une maison en pierre, qui, selon les voisins, n'est «presque jamais ouverte». L'entreprise n'a pas voulu répondre à nos questions ni organiser de visite des sites. Dans un texte envoyé par mail, elle indique que le projet est «appelé à devenir un pilier important de la stratégie de transition énergétique de la région, qui s'efforce de lutter contre le changement climatique en mettant en place une économie à zéro émission de carbone». Et qu'il «stimulera la croissance économique dans une région où l'industrie des carrières est établie de longue date.»

Le texte ne dit rien de la mention de la mine de Boticas dans un vaste scandale de corruption qui a mené, l'automne dernier, à la démission du Premier ministre portugais António Costa. L'affaire porte sur des soupçons de «malversation, corruption active et passive de titulaires de fonctions politiques et trafic d'influence» dans le cadre de l'attribution de licences d'exploration de lithium. En février, des procureurs ont demandé à un juge d'annuler le permis environnemental accordé au projet de Savannah. L'APA n'aurait pas évalué correctement les be-

soins en matière de gestion des déchets miniers ou les risques de contamination de l'eau. Ni pris en compte l'impact conjugué de la mine de Boticas et d'une autre à une trentaine de kilomètres. Le calendrier, pour une décision de justice, n'est pas connu.

«CRIME ENVIRONNEMENTAL»

L'agence portugaise de l'Environnement avait en effet autorisé en septembre 2023 un second projet d'exploitation de lithium dans la commune de Montalegre, cette fois géré par la société portugaise Lusorecursos, également contesté par les organisations écologistes et les riverains. Dont Vitor Afonso, qui nous a envoyé des coordonnées GPS pour point de rendez-vous – en fait, le début d'un chemin cabossé qui donne accès au site de la future mine. Vitor montre des marquages en métal rouillé, avec des numéros. «Des trous d'exploration», indique-t-il, en lançant des cailloux dedans pour en évaluer la profondeur. Si Vitor, ses voisins et des associations ont, eux aussi, lancé des recours en justice, leur marge de manœuvre est plus restreinte qu'à Covas. A Montalegre, pas de terres communales concernées, l'entreprise achète les terrains privés un à un. «Il n'y a pas grand-chose à faire, à part informer les gens», reconnaît l'informaticien.

Les carrières ont déjà sculpté le paysage de cette région bordée par la frontière espagnole. Créant des cratères ici, là des collines, des voies de service comme des balafres. Vitor a d'ailleurs insisté pour nous faire faire plus de route «pour montrer ce que c'est, l'après-mine». Au bout de quarante kilomètres d'une route sinueuse et sans parapet, dans un village se découvrent les vestiges de l'ancien village minier de Borralha, où le tungstène fut exploité du début du XX^e siècle à la fin des années 80. Jusqu'à 2000 mineurs ont travaillé dans ce site aujourd'hui à l'abandon. Signe des temps, ici aussi un projet de réouverture a été lancé, avec attribution de licence d'exploration.

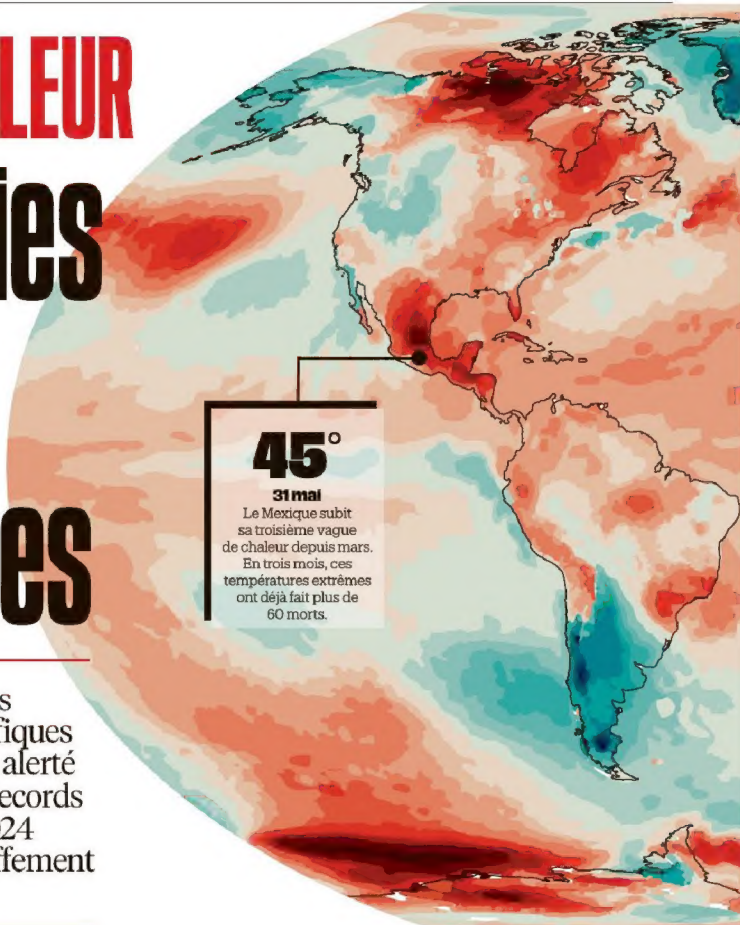
En contrebas, les terrils sont toujours là. S'il a depuis perdu ses fenêtres et son toit, le bâtiment massif de l'usine de traitement déploie toujours sa morne façade. Rien n'a poussé sur le sol ocre et nu, en dépit des promesses de renaturation du site par l'ancien opérateur. L'eau de la rivière, turquoise, empestée d'une tenace odeur de soufre.

Une toute petite dame apparaît en trotinant. Sa maison, posée en haut de la colline, regarde la mine abandonnée. «C'est pas souvent que je vois du monde ici», dit-elle, croisant les bras, visiblement encline à parler. Elle s'appelle Lourdes, connaît Vitor, et embraye: «Ce que vous avez devant vous, c'est un crime environnemental. Quand la mine était en activité et longtemps après, il n'y avait plus de poissons dans la rivière ni de feuilles aux arbres.» Puis, les yeux dans le vide, sans daigner préciser le sujet de sa phrase: «Ils sont venus, se sont servis, ont tout détruit et sont repartis.»



RECORDS DE CHALEUR

Des anomalies de plus en plus normales



Alors que les températures extrêmes font suffoquer la planète, les scientifiques et le secrétaire général de l'ONU ont alerté mercredi sur une accumulation de records au mois de mai, sur l'année 2023-2024 ainsi qu'une accélération du réchauffement sur la dernière décennie.

Par
ANÁIS MORAN
Infographie **ALICE CLAIR**

Des points rouges partout sur le globe. Des sécheresses en Afrique australe, des canicules en Asie du Sud-Est, un dôme de chaleur aux États-Unis, des températures record en Scandinavie ou en Amérique centrale. Bien que les conditions météorologiques se révèlent plutôt humides en France, de nombreuses régions sur la planète suffoquent et subissent, depuis plusieurs semaines, une flambée du thermomètre. L'Inde a fermé ses écoles. Le Mexique compte déjà une soixantaine de morts directement liée à ces conditions extrêmes. Les récoltes en Zambie ont été brûlées par le soleil et décimées par le manque d'eau, entraînant des « millions de personnes au bord de la famine », affirme le Fonds monétaire international. Et le mercure continue d'afficher des données exceptionnelles aux quatre coins du monde, avec des températures supérieures à 45°C à l'ombre.

UN MOIS D'EXTREME CHALEUR

À l'échelle de la planète, ce dernier mois fut redoutable. Selon le rapport mensuel de

l'observatoire européen Copernicus rendu public ce jeudi, jamais un mois de mai n'avait été aussi chaud dans l'histoire des données. Le record était tenu jusqu'alors par mai 2020 avec ses 15,72°C. Cette fois-ci, la moyenne de la température mondiale est montée à 15,91°C, franchissant symboliquement de +1,52°C la moyenne estimée du mois de mai pour la période de référence préindustrielle 1850-1900. « C'est un moment critique pour le climat [...]. Nous jouons à la roulette russe avec notre planète. Non seulement nous sommes en danger, mais nous sommes le danger », a déclaré mercredi le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, António Guterres, lors d'un discours au Muséum d'histoire naturelle de New York pour la Journée mondiale de l'environnement. La Terre vient donc de battre un ennemi record, illustrant les conséquences d'un changement climatique qui s'intensifie. Point aussi, une nouvelle fois, l'urgence d'agir au moment où les représentants étatiques sont rassemblés à Bonn, en Allemagne, pour tenter de préparer la COP 29 prévue en novembre en Azerbaïdjan. « Quand on regarde la cartographie de tous ces records de température, on voit bien que les impacts du changement climatique ne font pas que s'intensi-

fier mais ils se généralisent à l'ensemble des territoires », dissèque Françoise Vimeux, climatologue à l'Institut de recherche pour le développement. Aujourd'hui, plus aucun continent n'est épargné par des vagues de chaleur plus intenses, plus fréquentes et souvent plus longues. Vagues de chaleur qui deviennent insupportables, parfois mortelles quand elles sont couplées à des taux d'humidité extrêmes. Et qui posent la question d'habitabilité de certaines zones. »

UNE ANNÉE AU-DESSUS DE LA LIMITE DE 1,5 °C

Le record mensuel de mai est devenu une constante ces douze derniers mois : depuis juin 2023, la température moyenne mensuelle sur la planète a atteint, à chaque fois, une valeur record pour le mois correspondant. « Cette série peut choquer mais elle n'est pas surprenante, analyse le climatologue Carlo Buontempo, directeur du service dédié au changement climatique au sein de Copernicus. Elle finira par s'interrompre, mais ce qu'il faut en retenir, c'est qu'elle est la signature générale du changement climatique et qu'aucun signe de renversement de cette tendance n'est en vue. » « La norme est devant nous, et non pas derrière », insiste la climatologue Françoise Vimeux.

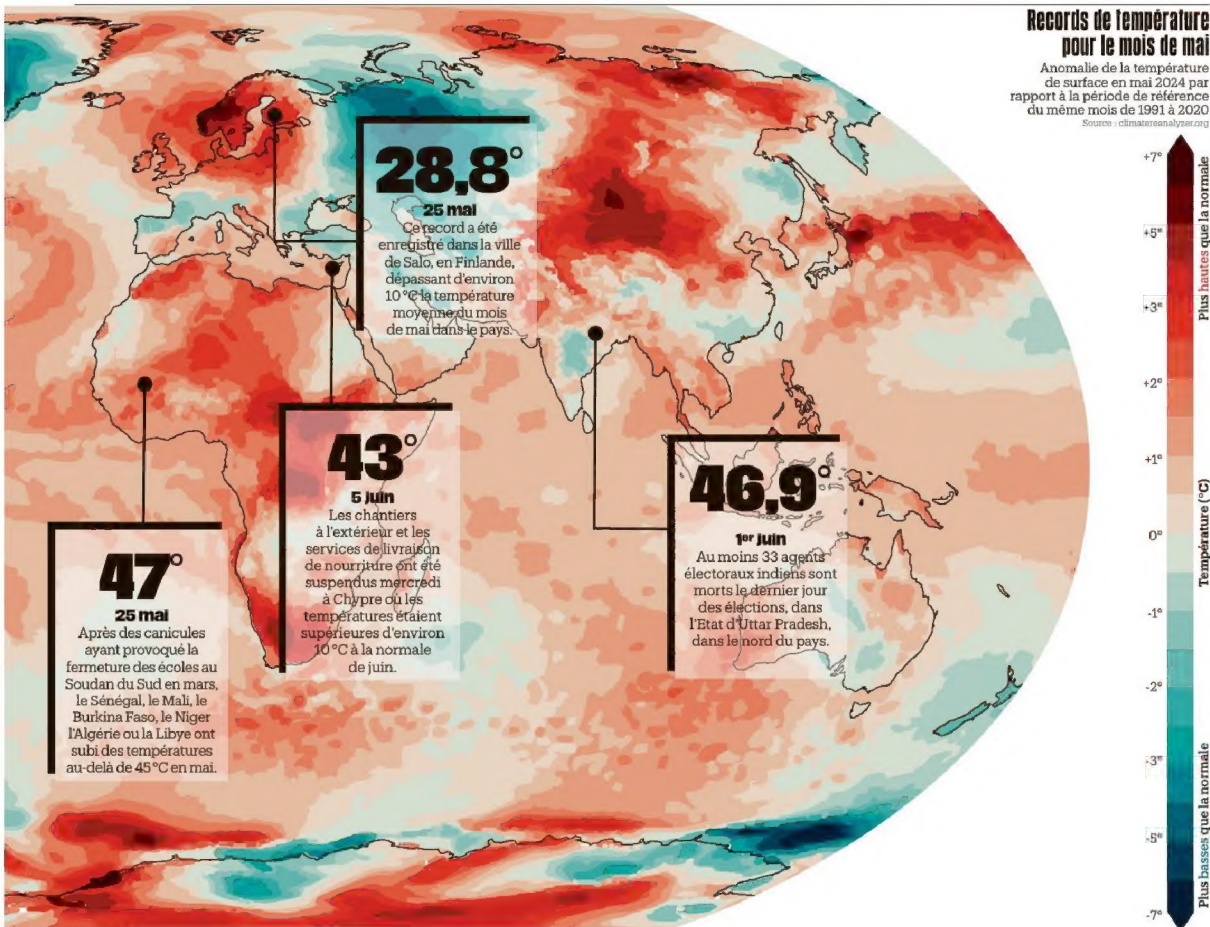
Ces onze derniers mois ont aussi été marqués par une suite exceptionnelle de données dépassant la barre des fameux 1,5°C – la limite du réchauffement par rapport à l'ère préindustrielle à ne pas franchir, idéalement, selon l'accord de Paris –, rend compte Copernicus. C'est-à-dire que depuis juillet 2023, les températures mensuelles répertoriées ont toutes été supérieures d'au moins +1,5°C à la température moyenne de référence (celle courant sur la période 1850-1900). Durant la totalité de l'année écoulée (juin 2023-mai 2024), la température moyenne a été supérieure de 1,63°C à la moyenne préindustrielle. « Cela ne veut pas dire aujourd'hui que les objectifs de Paris sont obsolètes. Pour pouvoir confirmer une telle chose, il faut que ces dépassements se répétent au moins deux années sur trois sur plusieurs décennies, détaille la chercheuse Françoise Vimeux. Mais cela veut clairement dire que les +1,5°C sont un début de réalité. Réalité que nous devrions prendre de plein fouet et franchir au cours de la décennie 2030-2040 au regard de notre trajectoire tendancielle d'émissions de gaz à effet de serre. »

Mise en ligne il y a une semaine, une autre étude, menée par le réseau international de scientifiques World Weather Attribution,

Records de température pour le mois de mai

Anomalie de la température de surface en mai 2024 par rapport à la période de référence du même mois de 1991 à 2020

Sources : climatecentral.org, met.no



spécialiste de la science de l'attribution (discipline qui consiste à déterminer l'influence de la crise climatique dans la probabilité et l'intensité d'événements extrêmes), conclut qu'entre le 15 mai 2023 et le 15 mai 2024, 6,3 milliards de personnes à travers la planète – soit «environ 78% de la population mondiale» – ont ainsi connu «au moins 31 jours de chaleur extrême». Les critères retenus pour la définir étant des «températures anormalement élevées sur une vaste zone géographique pendant une période prolongée de trois jours ou plus», au «moins dix décès» liés à cet évé-

Le travail des chercheurs de World Weather Attribution insiste sur la part écrasante de «la combustion fossile continue du charbon, du pétrole et du gaz» dans la flambée du thermomètre.

ment, ou des «perturbations majeures dans des secteurs critiques», notamment les transports, l'énergie et l'industrie manufacturière. Durant cette période, les chercheurs ont identifié 76 vagues de chaleur extrême dans 90 pays différents. Le Suriname, l'Équateur, la Guyane, le Salvador et le Panama figurent en tête des États les plus durement et longuement touchés.

«Ces douze derniers mois, le changement climatique d'origine humaine a ajouté en moyenne 26 jours supplémentaires de chaleur extrême par rapport à un monde sans changement climatique», écrivent ces spécialistes. Leur travail insiste sur la part écrasante de «la combustion fossile continue du charbon, du pétrole et du gaz» dans la flambée du thermomètre. Bien que minoritaire, le rôle de la variabilité naturelle du climat est aussi à prendre en compte. Et notamment celui du phénomène El Niño, cette perturbation naturelle et périodique débarquée en milieu d'année 2023 (actuellement en train de s'achever) qui se manifeste par un réchauffement de l'océan Pacifique équatorial et fait grimper le mercure mondial.

La fenêtre de tir pour respecter le seuil des +1,5°C semble s'amenuiser de manière irréversible en raison du réchauffement qui

s'intensifie à un rythme qui n'a jamais été aussi rapide. D'après une autre étude publiée mercredi dans Earth System Science Data, le réchauffement progresse désormais de 0,26°C par décennie, soit le taux le plus élevé constaté depuis le début des relevés.

LE RYTHME DU RÉCHAUFFEMENT ACCÉLÉRÉ DEPUIS 2014

Entre 1970 et 2010, le rythme était de +0,18°C par décennie, précise cette analyse pilotée par les chercheurs de l'université britannique de Leeds, avec le soutien de 59 scientifiques internationaux de renom. «Entre 2014 et 2023, le réchauffement d'origine humaine a atteint +1,19°C par rapport à l'ère préindustrielle, explique un des coauteurs de ce travail, Aurélien Ribes, du Centre national de la recherche météorologique. Entre 2011 et 2020, soit la période analysée dans le dernier rapport du Giec, nous étions +1,09°C. Le réchauffement s'accroît à un rythme sans précédent.» La faute, avant tout, aux émissions de gaz à effet de serre qui sont toujours orientées à la hausse. Selon l'étude, 53 milliards de tonnes de CO₂ ont été émises annuellement durant la décennie 2013-2022. Un record là aussi, sensiblement au-dessus des années 80 (35 milliards de

tonnes d'équivalent CO₂), aux années 90 (40 milliards), ainsi qu'aux années 2000 (45 milliards). Ces rejets carbonés ont été provoqués à 70% par la combustion d'énergies fossiles. Le reste étant lié au «changement d'affectation des terres (comme la déforestation, par exemple, ndlr), à l'agriculture, à la production de ciment et aux déchets», liste le document.

Conclusion : le budget carbone disponible pour conserver 50% de chances de respecter les accords de Paris, c'est-à-dire la quantité de dioxyde de carbone qui peut être émise avant d'entraîner un réchauffement de la planète de 1,5°C, fond très vite. En 2020, le Giec avait fixé la part restante à 500 milliards de tonnes de CO₂. Durant leurs travaux, les chercheurs ont mis à jour leurs calculs et l'actualisation en ce début 2024 montre que le budget n'est plus que d'environ 200 milliards de tonnes de CO₂. L'équivalent de cinq ans d'émissions au rythme actuel. Pierre Friedlingstein, directeur de recherche (CNRS) à l'École normale supérieure et signataire de l'étude, rappelle que le remède est entre nos mains : «Arriver le plus rapidement possible au zéro émission nette est le seul moyen d'arrêter les effets dévastateurs du réchauffement en cours.»

Gigariches

Les Etats prêts à passer à la taxe ?

Au cœur des discussions du G20 et de la campagne des européennes, l'idée d'une contribution des personnes très riches à l'échelle de la planète fait de plus en plus consensus. Mais un accord sur les moyens de l'instaurer semble encore lointain.

Par
ANNE-SOPHIE LECHEVALLIER
Infographies
ALICE CLAIR

Même le Pape pourrait s'y mettre. François reçoit ce jeudi matin au Vatican, en audience privée, Fernando Haddad, le ministre des Finances du Brésil.

Ce dernier compte lui parler de la proposition portée par la présidence brésilienne du G20 d'instaurer une taxation minimale mondiale sur les plus riches. Si le jésuite argentin la soutenait, ce serait un ralliement de plus à cette initiative lancée en début d'année par le président Lula. L'idée d'une taxation des gigariches parvient à faire advenir ce qui était, il y a encore peu,

inconcevable. C'est en effet la première fois qu'une telle contribution est abordée dans les discussions des pays du G20. Devant les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales réunis à São Paulo fin février, Gabriel Zucman, l'économiste professeur à l'université américaine de Berkeley et directeur de l'Observatoire européen de la fiscalité, avait huit minutes pour en parler. « Je

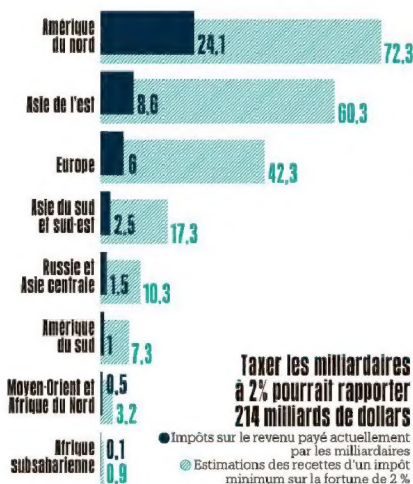
voudrais [...] faire valoir que, en construisant sur les succès de la dernière décennie, la prochaine étape logique de la coopération fiscale internationale devrait impliquer un impôt minimum pour les très riches », leur a notamment dit le spécialiste français des interactions entre politique fiscale et inégalités. Plusieurs pays défendent désormais ce principe – dont la France, mais seulement à l'échelle internationale afin de ne pas contrevienir au dogme de l'exécutif de ne pas augmenter les impôts. A l'ONU, sur proposition des pays africains, l'assemblée générale a approuvé en novembre une résolution amorçant le processus de création d'une convention-cadre, telle qu'il en existe sur les changements climatiques, mais consacrée à la coopération fiscale.

«PAS DE GÉANT»

En France aussi, à l'occasion des élections européennes, alors que la Nouvelle Union populaire écologique et sociale s'est divisée en quatre listes, la mise en œuvre d'une taxe sur les riches européens est l'un des sujets sur lesquels la gauche parle tout de même d'une seule voix. Cette idée s'invite jusque dans les colonnes des éditoriaux du *Financial Times*, citée par les promoteurs de cette taxe qui n'en attendaient pas tant. « Et si un miracle est possible, pourquoi pas deux ? » écrit le quotidien économique anglais en se référant à l'imposition minimale mondiale des multinationales, qui se concrétise peu à peu. Nous devrions considérer les récents mouvements comme quelque chose d'identique : un effort multilatéral visant à réformer le système critiqué de taxation des individus super riches ». Même l'économiste Jean Pisani-Ferry, l'un des concepteurs du programme du premier quinquennat

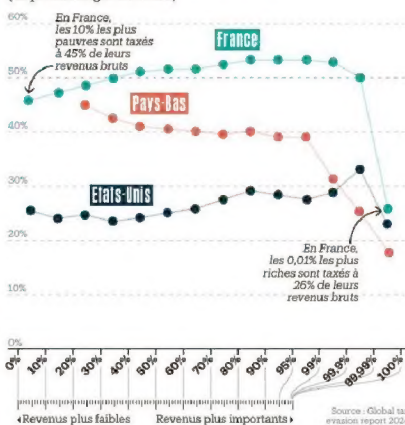


Des militants d'Attac manifestent devant le futur hôtel Vuitton des Champs-



Une progression de l'impôt... sauf pour les ultrariches

Taux d'imposition global moyen par quantile (en pourcentage du revenu)





Elysées, le 24 février à Paris. PHOTO HUBERT DIDONA, SAIF IMAGES

d'Emmanuel Macron, préconise, dans son rapport coécrit avec Selma Mahfouz, la création d'un tel prélèvement sur les 10 % les plus riches, dans une version temporaire et nationale, pour participer au financement de la transition climatique.

Des années que les ONG telles qu'Oxfam ou Tax Justice Network militent pour une meilleure justice fiscale et appellent, avec constance, à faire davantage contribuer les plus aisés. «On a fait un pas de géant. Nous ne sommes pas encore à l'accord politique, mais à la nécessité partagée. Ce qui apparaissait d'abord utopique est ensuite apparu radical, puis c'est devenu aujourd'hui un sujet politique et même technique à l'étude», observe Cécile Duflo, la directrice générale d'Oxfam France, qui compare elle aussi la taxation des milliardaires à celle sur les multinationales, «vue comme un truc d'altémondialiste débattu dans les contre-sommets avant que cela

ne devienne un sujet du G20 et de l'OCDE [l'Organisation de coopération et de développement économiques, ndlr] et que cela existe». Aurore Lalucq, eurodéputée Place publique candidate à sa réélection et coordinatrice des sujets fiscaux pour les socio-démocrates au Parlement, décrit une «inversion récente»: «On sort d'une phase où l'impôt a été décrédibilisé, où il était dur de le défendre. En France, tout a changé, notamment parce que les ultrariches ne paient quasiment pas d'impôts pendant qu'une partie de la population a du mal à boucler ses fins de mois.» Quentin Parrinello, ancien d'Oxfam devenu conseiller politique de l'Observatoire européen de la fiscalité, évoque aussi la rapidité du changement: «Le plafond de verre est brisé. Ce n'est que le début mais, en l'espace de six mois, alors que le sujet de la progressivité fiscale n'était débattu que dans la société civile, il est discuté dans le cénacle du G20.»

«COURSE À L'ÉCHALOTE»

Le plafond de verre a pris un premier choc quand les finances publiques sont sorties exsangues de la pandémie, alors que les montants d'investissements pour financer la transition climatique, notamment, sont colossaux. Dans le même temps, les inégalités se sont creusées, les richesses s'accumulant dans les mains de quelques-uns. Jamais autant de riches n'ont été dénombrés par le monde – ils étaient 22,8 millions à avoir plus d'un million de dollars disponibles (hors résidence principale) en 2023, soit 5 % de plus que l'année précédente. Jamais non plus leur patrimoine n'a été aussi élevé, à 86 800 milliards de dollars, selon le rapport sur la richesse mondiale du cabinet **Suite page 12**

A Rome, un «système plus juste» en débat

«Tax the Rich», une initiative visant à créer un impôt sur la fortune, a été lancée en mai en Italie. Une gageure dans un pays où le sujet fiscal reste très sensible malgré de fortes inégalités.

Dans une salle du Sénat italien, les parlementaires se succèdent, debout au micro, donnant au débat sur la taxation des riches organisé par Oxfam à Rome des allures de discussions dans l'hémicycle. Une sénatrice du Parti démocrate, Cristina Tajani, pense qu'il est temps de «s'attaquer aux injustices de [leur] système fiscal» et «de demander aux ultrariches de contribuer». Un député écologiste, Francesco Emilio Borrelli, milite pour des mesures fiscales supranationales et s'inquiète de la complexité de l'harmonisation des bases fiscales tout en soulignant qu'il faut éviter de viser «quelqu'un qui a épargné tout au long de sa vie». Un troisième, Luigi Marattin, issu du parti créé par l'ex-président du Conseil Matteo Renzi, Italia Viva, se dit, lui, en «complet désaccord» avec la création d'un impôt sur la fortune, disant que le niveau de dépenses publiques italiennes, qu'il juge trop élevé.

«Patriotes». Alignés à la tribune, ils sont plusieurs à avoir défendu quelques instants auparavant la création d'une taxe sur les plus riches. Parmi eux, l'eurodéputée française Aurore Lalucq. La candidate pour un deuxième mandat avec Place publique a quitté la France et la campagne pour quelques heures ce mercredi de mai afin de participer au lancement en Italie de l'initiative «Tax the Rich» et de plaider pour l'instauration de cette mesure à l'échelle européenne. Cela rapporterait, selon le calculage retenu, de 50 milliards à 200 milliards d'euros par an. De quoi financer une grande partie de la transition environnementale et sociale. La proposition fait aussi l'objet d'une initiative citoyenne européenne (ICE)

qu'elle a lancée avec, entre autres, l'homme politique belge Paul Magnette et l'économiste français Thomas Piketty. Si elle recueille le nombre de soutiens nécessaire (1 million dans l'UE avec un seuil minimum à atteindre dans sept États membres à réunir d'ici octobre), la Commission européenne n'a d'autre choix que de se saisir du sujet. C'est aussi pour encourager la gauche italienne à faire campagne pour récolter des signatures pour l'ICE qu'Aurore Lalucq est venue à Rome.

A l'autre bout de l'estrange, Andrea Roventini. Cet économiste vient de démontrer, appuyant ses propos par des graphiques et des références aux travaux de ses confrères français, Gabriel Zucman ou Thomas Piketty, qu'en Italie, les inégalités se creusent et le système fiscal déraile, cessant d'être progressif quand il concerne les plus fortunés. «Les 20 % les plus riches ont un barème fiscal inférieur à celui du reste de la population. Cet aspect régressif de notre système viole ce qui est écrit dans notre Constitution», déplore ce professeur d'économie politique à l'école supérieure Sainte-Anne de Pise. Avec le soutien de 133 de ses collègues issus d'une cinquantaine d'universités, il publie à l'occasion de cette conférence un manifeste réclamant de «taxer les riches» en Italie, qui milite, entre autres, pour un impôt progressif sur les grandes fortunes s'appliquant aux 0,1 % de citoyens italiens les plus riches, détenteurs d'actifs net supérieurs à 5,4 millions d'euros. Soit autour de 50 000 personnes. Dernière eux, en visioconférence, apparaît le visage d'une riche italienne, Giorgia Notarbartolo, membre depuis cinq ans des «millionnaires patriotes», club de grandes fortunes fondé aux États-Unis. L'entrepreneuse milite pour un «système fiscal plus juste» que la «philanthropie, bien que stratégique et nécessaire, ne peut pas remplacer». Elle dit ses espoirs que l'Italie soutienne une taxe internationale sur les grandes fortunes.

Ce n'est pas gagné, tant le sujet est miné dans la classe politique. «Les plus progressistes, comme les autres, sont

difficiles à convaincre», soupire Andrea Roventini, avant de se reprendre: «Mais quand je pense que même le FMI vient de nous recommander de revoir notre système fiscal pour le rendre plus progressif» Aurore Lalucq les rassure: «On peut avoir l'impression de prêcher dans le désert et puis, d'un coup, ça se débloque», citant l'exemple de la France «censée être un enfer fiscal et devenue un paradis pour les ultrariches», où la proposition s'est hissée parmi les quelques thèmes de la campagne des européennes. Elle constate: «Aucun pays européen n'a la même histoire ni les mêmes traumatismes. Mais, partout, le constat est le même. L'ISF a disparu, les dividendes sont moins taxés que le travail, et l'impôt a arrêté d'être progressif.»

Compteur. Elle l'a rappelé quelques heures plus tôt à deux députés du Parti démocrate lors d'un rendez-vous. S'ils lui ont fait part de leur soutien pour l'initiative, Arturo Scotto a, lui aussi, insisté sur la sensibilité du sujet fiscal en Italie. Il lui a rappelé les difficultés rencontrées par la gauche lorsqu'elle s'est risquée à poser dans le débat un relèvement de la fiscalité de l'héritage pourtant quasiment réduite à néant durant les années Berlusconi. Une machine à perdre des voix. «Parler d'impôt, c'est à coup sûr faire consensus contre nous, les gens sont effrayés», a abondé son collègue Roberto Speranza, ancien ministre de la Santé des gouvernements Conte et Draghi. «Au moment de faire signer l'appel par 130 députés à Strasbourg, les élus de gauche italiens, d'abord frileux, ont aussi insisté sur ce traumatisme lié aux impôts, mais ils ont signé, rappelle Aurore Lalucq. Peut-être vaut-il mieux parler de la taxation des milliardaires que de celle des riches, souvent confondues avec celles des classes moyennes.» Pour l'instant, le compteur du nombre de soutiens à l'initiative citoyenne européenne en Italie ne s'emballe pas. Avec 22 400 signatures, il en faudrait encore au moins autant pour que le pays atteigne le seuil nécessaire.

A.-S.L.

Envoyée spéciale à Rome

Alors que la Nouvelle Union populaire écologique et sociale s'est divisée en quatre listes, la mise en œuvre d'une taxe sur les riches européens est l'un des sujets sur lesquels la gauche parle tout de même d'une seule voix.

Suite de la page 11 de conseil Capgemini publié mercredi. «La rente produite de la rente avec des niveaux de fortune tels qu'ils tangent les richesses d'Etat, ce qui fragilise la démocratie», déplore Cécile Duflo. Dans son rapport publié à la veille de Davos, en janvier, l'ONG qu'elle dirige calcule que, depuis 2020, la fortune des milliardaires s'est appréciée de 34% dans le monde, soit de 3.300 milliards de dollars, trois fois plus que l'inflation. Le verre s'est encore fissuré lorsque des économistes ont montré dans quelle mesure les systèmes fiscaux, censés être progressifs, cessent de l'être quand il s'agit de mettre à contribution les plus riches. C'est le cas aux Pays-Bas, en Italie, au Royaume-Uni... La France n'y échappe pas. Il s'agit pourtant d'un grand principe issu de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, dont l'article 13 indique qu'une «contribution commune» doit «être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés». Or, plus les ménages sont riches, plus ils ont ces facultés, et moins leurs revenus sont taxés. C'est ce qu'a montré l'an dernier l'Institut des politiques publiques dans une étude majeure. Quand les 0,1% les plus aisés de la population ont un taux d'imposition globale de 46%, celui des 75 foyers les plus riches n'est que de 26% — une différence qui tient, entre autres, aux revenus liés aux bénéfices non distribués de sociétés, soumis à l'impôt sur les sociétés. Libération avait estimé, après un calcul théorique, que soumettre tous les revenus

des 10% les plus aisés au barème de l'impôt sur le revenu rapporterait jusqu'à 35 milliards d'euros à l'Etat. Ces données datent de 2016, deux ans avant les réformes de la fiscalité du capital entreprises par Emmanuel Macron, parmi lesquelles la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en 2018. La France a été parmi les derniers des pays européens à l'abroger, le «remplaçant» par un impôt sur la fortune immobilière (IFI). Ce dernier n'a rapporté qu'1,8 milliard d'euros en 2022. Soit, selon le comité d'évaluation des réformes de la fiscalité du capital, une perte de recettes de 4,5 milliards d'euros, «sous l'hypothèse que les recettes d'ISF auraient crû au même rythme que les recettes d'IFI». Ses voisins ont cédé dès les années 90 à la «course à l'échelote fiscale», selon l'expression de Pascal Saint-Amans, artisan à l'OCDE de l'impôt minimal mondial sur les multinationales. Ils ont été rares ensuite à le restaurer à titre temporaire, comme le recommandait le Fonds monétaire international en 2021 et comme l'a fait l'Espagne en 2022. Si un consensus sur le principe de la taxation des plus riches émerge, un accord pour les moyens de l'instaurer et sa configuration semble toutefois lointain. Gabriel Zucman a estimé qu'en instaurant un impôt minimum correspondant à 2% de la richesse des milliardaires, cela concernerait 3 000 personnes dans le monde et rapporterait 220 milliards d'euros, 500 personnes en Europe pour 40 milliards environ, 150 en France

La France a été parmi les derniers des pays européens à abroger l'impôt de solidarité sur la fortune, le «remplaçant» par un impôt sur la fortune immobilière. Ce dernier n'a rapporté qu'1,8 milliard d'euros en 2022.

pour 15 milliards. Quelle échelle choisir ? La gauche milite pour la mettre en place au niveau européen. Cela pourrait s'imposer à l'agenda de la prochaine commission si l'initiative citoyenne européenne déposée en ce sens aboutit d'ici octobre. Ce qui est loin d'être acquis puisque le compteur affiche 205 000, loin du million de signatures requises, et que le seuil minimal exigé dans sept Etats membres n'a été atteint... qu'en France. D'autres se concentrent sur une imposition mondiale. La France, l'Espagne, la Belgique, la Colombie et l'Afrique du Sud — qui relatera le Brésil à la présidence du G20 en fin d'année — soutiennent l'initiative de Luiza. Pas les

Etats-Unis. Leur secrétaire au Trésor, Janet Yellen, lors du récent G7 en Italie, a dit son opposition «à des négociations internationales qui impliqueraient que tous les pays acceptent de le faire et de redistribuer les recettes entre les pays, éventuellement sur la base [...] des dommages subis du fait du climat». Tout en rappelant son attachement et celui du président Biden «à la progressivité de l'impôt» : «Nous estimons que la charge fiscale pesant sur les hauts revenus et les entreprises est trop faible». A voir si cet obstacle de taille peut être surmonté.

«ÉCRAN DE FUMÉE»

Une autre question suscite des débats : entre l'Organisation des Nations unies, qui compte 193 Etats membres, et l'Organisation de coopération et de développement économiques, qui en recense 38 parmi les plus développés, à laquelle confier les travaux si jamais un accord politique se concrétiserait ? Les pays émergents veulent que ce soit l'ONU. Il s'agit de mettre fin à «la domination de l'OCDE de plus de soixante ans sur l'établissement de normes en fiscalité internationale», plaide Tax Justice Network. Tandis que la France, par exemple, défend l'OCDE pour son expertise technique en matière de fiscalité. Défendre la taxe sur deux échelles serait-il antagoniste ? C'est ce qu'a laissé entendre Emmanuel Macron lors de son discours à la Sorbonne fin avril : ce «combat existentiel» ne doit pas, selon lui, être porté à l'échelle euro-

En France, riche à partir de 3 860 euros

En fixant ce seuil de revenus par mois pour une personne seule après impôts et prestations sociales, l'Observatoire des inégalités dénombre 4,7 millions de riches, soit 7,4% des Français.

La centaine de milliardaires français ne sont pas les seuls à être riches dans le pays. Loin de là, même. Ils sont 4,7 millions, soit 7,4% de la population française, à répondre à la définition donnée par l'Observatoire des inégalités dans son troisième rapport sur les riches. L'organisme indépendant, créé en 2003, fixe le seuil de richesse au double du niveau de vie médian : 3 860 euros de revenus par mois après impôts et prestations sociales (en prenant les données de l'Insee de 2021) pour une personne seule. Pour un couple, c'est 5 790 euros. Pour une famille avec deux adultes de plus de 14 ans, 9 650 euros. «Ce choix est arbitraire, reconnaissent volontiers Louis Maurin, le directeur de l'Observatoire des inégalités. Mais comme 93% de la popu-

lation se situe en dessous de ce niveau de revenus, nous pensons qu'il n'est pas injustifié d'être qualifié de riche à ce niveau. Entre ces deux groupes, l'écart dans les conditions de vie est colossal : même s'ils n'ont pas de yachts, les riches ont la maîtrise de leur vie, de leur temps, une grande capacité à se déplacer... Il continue de déplorer qu'alors qu'il existe un seuil de pauvreté dans les statistiques officielles, il n'en existe aucun de richesse. Pour l'instant, car dans un avis de février, le Conseil national de l'information statistique «préconise de mener des travaux méthodologiques afin d'examiner la pertinence d'indicateurs de richesse monétaires et non monétaires, qui seraient les pendant des indicateurs de pauvreté».

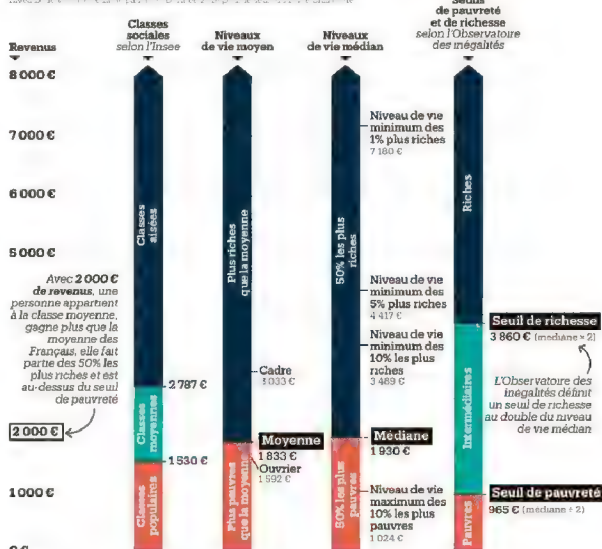
«PLUS D'ESPACE»

Le rapport parvient à esquisser un portrait sociologique de cette population qui dépasse le seuil de richesse, en s'appuyant sur les travaux de Vivien Charbonnet à l'université de Tours, par ailleurs directeur du développement de l'Observatoire. Les actifs riches sont pour 23% des indépendants. Les salariés sont pour deux tiers des cadres supérieurs ou des direc-

teurs, travaillant à 46% dans le privé et à 21% dans le public. La part des riches dans la population va également croissant avec l'âge, à mesure que les salaires progressent pendant la carrière. Il n'y en a quasiment pas parmi les ménages dont la personne de référence a moins de 30 ans, le taux de richesse atteint 8% chez les 35-39 ans, et jusqu'à 15% chez les 60-64 ans. Ces ménages riches se singularisent aussi par une contribution très asymétrique entre les hommes et les femmes, conséquence des inégalités salariales. Les hommes apportent «55% de l'ensemble des ressources du couple (avant impôts) contre 28% pour ceux des femmes», certains revenus n'étant pas individualisables. Une différence de 27 points, quand elle est de 20 points pour ceux qui sont en dessous du seuil de richesse. Si les riches se répartissent dans toute la France, cinq des dix départements où le niveau de vie minimum des 10% les plus riches est le plus élevé se situent en région parisienne. Sur les conditions de logement, les écarts sont très marqués. «Où qu'ils vivent, les riches ont toujours 1,5 fois plus d'espace que les autres», ob-

Revenus : quatre échelles pour se situer

Situation en fonction des revenus (après impôts et prestations sociales), pour une personne seule. Sources : Observatoire des inégalités (Insee, gouvernement). Données 2021 pour les revenus, à moins d'un an de l'âge de la retraite.



serve Louis Maurin. Même à Paris, où les ménages riches vivent dans 54 m² par personne en moyenne (contre 85 m² en milieu rural). Pour les deux tiers de ceux qui vivent au-dessus du seuil de richesse, la superficie de leur logement excède 100 m², alors que c'est le cas pour un peu plus d'un tiers des

moins aisés, a calculé Vivien Charbonnet. La quasi-totalité d'entre eux (98%) sont propriétaires, et parmi ceux qui possèdent plus de biens, la moitié d'entre eux sont propriétaires d'au moins un logement mis en location. «La constitution de ce patrimoine immobilier est le premier pas d'une stratégie

d'accumulation», souligne le rapport.

«SOUS LES RADARS»

L'Observatoire des inégalités constate aussi que le nombre de personnes au-delà du seuil de richesse a baissé de 1,5 point entre 2010 et 2021, soit près de 800 000 personnes de moins. Il manque les

enne, mais «à l'échelle mondiale». «Les milliardaires sont mobiles, insiste-t-on au cabinet du ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire. Si on le faisait au niveau européen et que tout le monde partait au Royaume-Uni, l'Europe aurait l'air malin!» Ce choix est regardé avec circonspection par Aurore Lalucq: «La voie internationale, c'est un écran de fumée. La France essaie de sauver la face pour se positionner sur le sujet.»

Les deux approches sont très complémentaires, argue Quentin Parrinello: «Il faut avancer sur tous les fronts possibles. C'est toujours mieux d'avoir un accord international, mais cela n'empêche pas d'avancer en bloc. C'est d'ailleurs souvent quand un pays ou un bloc titille les autres que le sujet avance. Cela a été le cas avec les États-Unis quand, au lendemain de la crise financière, ils ont forcé la Suisse à fournir ses données bancaires, cela a abouti à l'échange automatique de données. Quand l'Europe en a eu marre des pratiques fiscales des géants du numérique, cela a conduit à l'impôt minimum mondial à 15%.»

Les plus sceptiques retiennent d'autres épisodes pour juger que cette taxe est infaisable. Laurence Boone, ministre de l'Europe jusqu'en janvier, considère que «l'idée peut être séduisante intellectuellement, mais cette taxe risque de ne jamais exister». «Regardez, les pays européens ne sont toujours pas parvenus à se mettre d'accord sur une taxe sur

les transactions financières, ajoute l'économiste. Si l'Europe le fait sans les États-Unis, certains partiront et les emplois qu'ils créent avec.» Pascal Saint-Amans, désormais professeur de droit à HEC, estime que le chemin parcouru pour imposer les multinationales n'est pas duplicable: «Quand on a commencé à travailler sur l'impôt sur les sociétés, tout le monde en avait un sauf les paradis fiscaux. Alors que, pour les personnes physiques, plus personne n'a d'ISF, sauf les Suisses. La démarche est différente: il faut convaincre tous les pays de mettre en place un ISF. Cela ne se fera pas en trois ou quatre ans, plutôt dans cinquante ans!»

Un horizon contesté par ceux qui travaillent sur l'imposition minimale, même s'ils en reconnaissent la complexité. «Alors que, pour les sociétés, on s'appuie sur des normes comptables internationales, qui servent de référentiel commun, là il faut construire une assiette commune avec des particularités pour les personnes physiques», détaille-t-on à Bercy. À l'Observatoire européen de la fiscalité, on travaille sur un impôt minimum sur le revenu, qui prendrait aussi en compte le patrimoine, en laissant chaque pays l'adapter à son système fiscal. Une piste «plus faisable politiquement et techniquement mais tout aussi efficace que d'instaurer un ISF mondial», indique Quentin Parrinello. Gabriel Zucman détaillera le mécanisme dans le rapport que lui a commandé le G20 et qu'il présentera le 25 juin. ◆

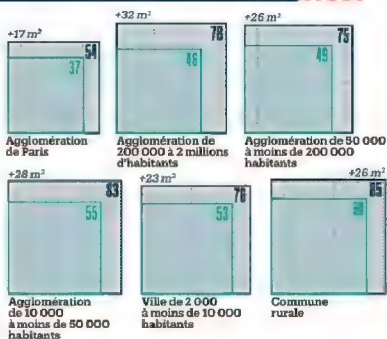


Les riches disposent de plus de mètres carrés pour vivre

Nombre de mètres carrés moyens du lieu d'habitation par personne, selon la richesse des ménages

- m² des ménages au-dessus du seuil de richesse
- m² des autres ménages

Source: Observatoire des inégalités, d'après l'Insee, l'Insee et l'Insee de l'énergie

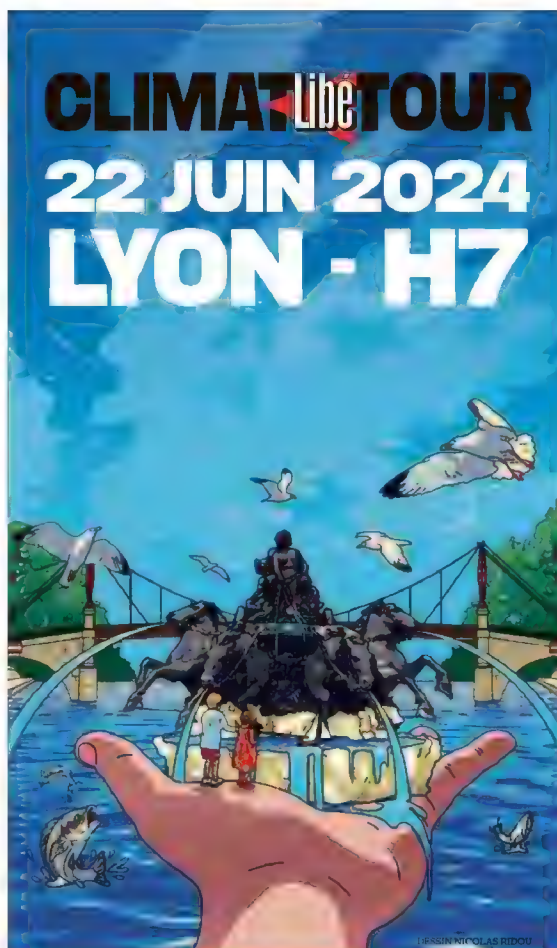


données des trois dernières années qui, selon d'autres sources comme le rapport de Capgemini publié mercredi (lire page 10), ont vu croître le nombre de personnes au sommet de la distribution. «Cela ne veut pas dire que les riches perdent de la vitesse», remarque Anne Brunner, directrice des études. On

constate, en effet, un enrichissement des riches porté par les très riches. Quand le 1% plus riche captait 7,7% de l'ensemble des revenus en 1982, il en capte 12,7% aujourd'hui. Un accaparement qui ne doit pas conduire, selon Louis Maurin, «à se focaliser sur le haut de la pyramide. Cela a pour effet

de passer sous les radars une partie de la population qui vit très bien». Il juge à ce titre le débat sur l'imposition minimale des plus riches «très démagogique»: «Il faut penser la redistribution autrement qu'en taxant à partir de seuils astronomiques!»

ANNE SOPHIE
LECHEVALLIER



RENCONTRES, EXPÉRIENCES, ATELIERS

DES DÉBATS ENTRE INTELLECTUELS POLITIQUES ET JEUNES LEADERS MILITANTS • PROJECTION DU DERNIER FILM DOCUMENTAIRE DE CAMILLE ETIENNE ET SOLAL MOISAN • VILLAGE DES FRESQUES POUR SENSIBILISER SUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE • SHOW UNIQUE DE WAACKING • ATELIER POUR LUTTER CONTRE L'ECO-ANXIÉTÉ • DJ SET DE MOLECULE

INSCRIPTION GRATUITE



Par
NICOLAS MASSOL

Un jour de mars 2020, dans une fameuse brasserie de Saint-Germain-des-Près à Paris. Encore aureolé de son succès aux élections européennes de l'année passée, Jordan Bardella, 24 ans, déjeune avec son idole Eric Zemmour. Le jeune homme a dépassé d'une courte tête Nathalie Loiseau, la candidate de la majorité présidentielle, et redonné quelques couleurs à une extrême droite bien pâlotte depuis la présidentielle ratée de Marine Le Pen. Cela lui donne le droit de déclamer toute son admiration à l'éditorialiste de CNews et du Figaro. Pas encore entré en politique, celui-ci s'entend raconter comment, ado dans sa banlieue, Bardella ne manquait jamais un de ses passages chez Ruquier. Comment, depuis qu'il débâtait tous les soirs

sur la chaîne de Bolloré, le nouveau poulain de la patronne du RN n'a plus qu'à ressortir le même argumentaire lors de ses propres prestations télévisées. Comment, en somme, il lui doit la meilleure partie de sa formation politique et intellectuelle.

«ON EST TOUS PAREILS, TOUS»

A un coin de table à nappe blanche, une troisième personne boit la scène du regard. C'est elle, Sarah Knafo, 26 ans, élève à l'ENA et compagne de Zemmour, qui a arrangé la rencontre. «Les deux jeunes gens ont le même âge; ils se connaissent et s'apprécient depuis des lustres. Ils ont les mêmes copains et les mêmes opinions», relate l'éditorialiste dans *Je n'ai pas dit mon dernier mot* (Rubempre, 2023). Depuis qu'elle partage la vie de l'écrivain, la jeune femme lui présente à tour de bras

des gamins de son âge qui l'adorent et sont capables de lui réciter, au mot près, ses diatribes contre Jacques Attali ou telle autre personnalité jugée trop centriste. Knafo en est persuadée: sa génération a grandi avec Zemmour, a partagé ses idées souverainistes avant d'épouser le même virage identitaire et la conviction que la question musulmane constitue la principale cause des maux de la France.

Quatre ans ont passé. L'ancien journaliste s'est depuis lancé en politique et cette génération d'extrême droite se répartit entre le RN, son parti Reconquête et les quelques jeunes restant au sein des Républicains (LR). Comme Knafo et Bardella, ce petit monde de cadres trentenaires se connaît, se fréquente, pense pareil. Et dans ces élections européennes aux affiches rajeunies, tient souvent les premiers rôles. Côté Bardella, ils s'ap-

pellent Alexandre Loubet, directeur de la campagne frontiste, Mathilde Androuët, 4^e de liste, Pierre-Romain Thionnet, patron du RN de la jeunesse et 23^e de liste, Gaëtan Dusausaye, ancien patron du Front national de la jeunesse et 29^e de liste. Chez Zemmour, ils se nomment Sarah Knafo, 3^e de liste, Stanislas Rigault, chef du mouvement Jeune et 6^e de liste ou encore Damien Rieu, ancien porte-voix de l'association dissoute Génération Identitaire (GI), 12^e et très proche de Marion Maréchal, la tête de liste. A droite, le président des jeunes LR, Guilhem Carayon, pointe à la 9^e place.

La campagne des européennes est leur moment. Hier assistants parlementaires, collaborateurs d'élus ou conseillers de l'ombre, ils passent au premier rang, délaissés par leurs cadors d'âinés – Zemmour, Le Pen ou Wauquiez – dont les yeux fixent la prochaine présidentielle. Leur point commun? Être persuadés d'arriver, ensemble, au pouvoir dans la décennie à venir. S'ils ne cantonnent pas tous à la même caserne, Knafo aime répéter: «On est tous pareils, tous.» Les différences idéologiques? Elles sont superficielles. Février 2023, au cœur de la bataille sur la réforme des retraites. Thionnet, Rigault et Carayon se retrouvent en une de *l'Incorrect*, mensuel réac créé par des amis de Marion Maréchal. La question de l'âge de départ a beau diviser leurs partis, le trio s'accorde sur l'essentiel. «Il faut mettre une hiérarchie dans les priorités», énonce Thionnet. La première question est celle de la continuité du peuple français dans son être.» Un être qui se définit par la culture et l'histoire, promettent-ils tous. Mais dont le fondement est ethnique et exclut toute évolution, métissage ou apports extérieurs, surtout s'ils viennent du sud de la Méditerranée. A une journaliste qui lui demande si on peut être musulman, français et faire le Ramadan, c'est Bardella qui répond: «L'islam n'a pas poussé dans les prairies normandes.» Façon de dire que non. «Si on peut assimiler des personnes, on ne peut pas assimiler des peuples», approuve Carayon, dans *l'Incorrect*, reprenant une formule de Zemmour dont Thionnet est aussi friand.

SE FRÉQUENTER AU GRAND JOUR

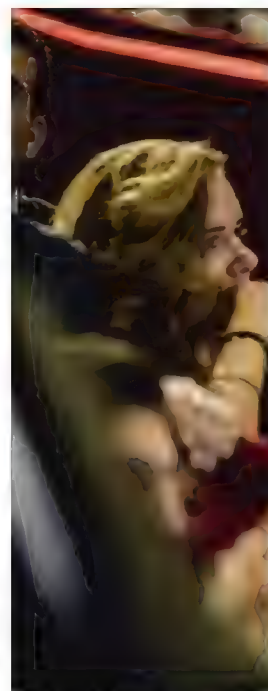
Bardella n'est pas seul à avoir affiché des posters du polémiste aux murs de sa chambre. Pour tous ces trentenaires, Zemmour a fait office de ciment, d'instituteur et de madeleine. Une sorte de Maurice Barrès, «prince de la jeunesse», sans l'œuvre qui va avec. Un jour d'automne 2015, Pierre-Romain Thionnet se pointe dans un café du quartier Duroc à Paris pour assister à une dédicace de Zemmour. Le futur patron du RNJ vient de débarquer de son Jura natal et ne connaît encore personne. Il avise pourtant un jeune homme un poil dégingandé, aux cheveux noirs et à la peau blême, avec lequel il a déjà échangé trois mots, à la Sorbonne, où les deux étudiants. Pierre Gentillet, aujourd'hui avocat et chroni- ●●●

LR, RN, Reconquête L'ère des trentenaires identitaires

Éparpillés sur les listes de droite et d'extrême droite pour les européennes de dimanche, un groupe de cadres de 30 à 40 ans cultive le même logiciel réactionnaire, largement nourri par Eric Zemmour. Des idées que ces anciens amis d'études veulent mettre au pouvoir. Ensemble?



Jordan Bardella avec les députés RN



Sarah Knafo (g.) et Stanislas Rigault



Jean-Philippe Tanguy (à gauche) et Alexandre Loubet (à droite) en juin 2022. PHOTO KARIM DAHER - HANS LUCAS



à un débat organisé par le média d'extrême droite Livre noir, le 30 septembre à Paris. PHOTO DENIS ALLARD

●●● **queur quasi quotidien de CNews**, vient à l'époque de fonder un microscopique syndicat étudiant, la Cocarde, qui balance entre le souverainisme et les idées de la Nouvelle Droite, branche racialisée et intellectuelle de l'extrême droite. Alors militant UMP, Gentillet a recruté quelques années plus tôt Bardella à l'UNI, le syndicat de la droite, à la sortie de sa fac, Porte de Clignancourt. Bardella n'y a pas fait de vieux os mais les deux jeunes hommes se voient quelquefois dans des bars du VI^e arrondissement, là où le cordon sanitaire, alors encore sévère, n'existe plus. Au comptoir, on trouve aussi Alexandre Loubet, futur député RN, qui bosse alors pour Nicolas Dupont-Aignan. Il sera à la fondation de la Cocarde où Bardella piochera ses assistants parlementaires, une fois élu député européen. Ce petit monde rechigne encore à se fréquenter au grand jour. A raison. Le soir du 31 décembre 2014, Bardella, Gentillet, des jeunes LR et des jeunes frontistes ont le tort de poster des photos de leur réveil sur les réseaux. Florian Philippot, qui a débarqué dans la soirée, fait partie des clichés. Scandale, première polémique de l'année 2015. Premier secrétaire du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis demande des comptes à Nicolas Sarkozy et à Alain Juppé. Ces jeunes ont alors la vingtaine. Ils claquent des dents mais prennent déjà goût aux feux de la rampe. Ils en rigolent aujourd'hui.

«PEUT-ON COMPTER SUR VOUS?»

Loin de Paris, d'autres vingtenaires grandissent aussi en regardant Zemmour. C'est le cas de Damien Rieu, militant depuis le début des années 2010 dans le mouvement jeune du Bloc identitaire. L'extrême droite radicale, opposée à l'idée même d'assimilation, qui veut fonder la politique sur des bases ethnoculturelles. Un soir, il assiste dans le public à l'émission *On n'est pas couché*. Il vient trouver le chroniqueur à la fin du show: «Merci pour ce que vous faites. C'est grâce à vous que je ne perds pas espoir», lui confie Rieu. Zemmour a la cote chez les radicaux. Un après-midi de 2015, à Marseille, un certain Jérémie PIANO, militant chevronné Génération identitaire, lui demande ce qu'il pense des actions d'agit-prop (de

propagande) de son groupe, qui n'hésite pas, par exemple, à déployer des slogans racistes sur le toit d'une mosquée en construction, à Poitiers. «Je connais et je suis», lui répond Zemmour. *Souvent j'aime beaucoup.* Les identitaires s'en souviendront lorsque, quelques années plus tard, Sarah Knafu jettera les fondations d'une organisation politique. Un soir de 2021, alors qu'elle joue au poker avec leur porte-parole, Clément Martin, elle s'enquiert: «Peut-on compter sur vous?» «Oui», lui répond Martin, qui se met aussitôt à activer son réseau au service de Zemmour.

Bien sûr, le chroniqueur de CNews n'est pas parfait. En 2019, Martin avait pris un café avec lui, à côté du *Figaro*. L'éditorialiste s'était montré frileux à l'égard du concept de «remigration», qui vise à faire repartir pêle-mêle les étrangers légaux et illégaux, mais aussi les Français jugés «non assimilés». Fin mars 2022, le pas sera franchi. Candidat à la présidentielle, Zemmour proposera la création d'un «ministère de la Remigration». Les jeunes trentenaires ont fait infuser leurs idées. Un peu dépassé, mais lui-même en voie de radicalisation, Zemmour suit ses cadets. A la fin de l'année 2022, il lâche lors d'un meeting à Paris: «*Plus une société est hétérogène ethniquement, plus elle est violente et conflictuelle.*» Martin est content. On le croise, un jour de 2024 devant le QG de campagne de Marion Maréchal. «Gi» est dissoute? Reconquête n'est pas le pire des refuges. Côté RN, Marine Le Pen refuse de céder aux gros mots de la radicalité. Début 2024, lorsque des cadres d'Alternativ für Deutschland, le cousin allemand, assistent à une conférence sur la «remigration», la patronne du RN condamne et exige, par écrit, que ses alliés renoncent à ce point du programme. Bon soldat, Jordan Bardella suit la ligne édictée par la patronne, qui n'aime pas, par exemple que l'on fasse référence au concept raciste de «grand remplacement». Mais il multiplie les clin d'œil aux radicaux. Au *Journal du dimanche*, il déclare début avril: «*Le projet de la Commission européenne, c'est la submersion de l'Europe et le remplacement d'une partie de la population européenne par une population venue du Sud.*» Tout le monde aura compris, même Marine Le Pen qui laisse faire. Les sondages n'indiquent-ils pas que près de la moitié des électeurs du Zemmour de 2022 s'apprêtent à voter pour son poulain?

Bien sûr, dans ce petit monde, les inimitiés personnelles existent. Elles feront long feu le jour où il faudra se répartir les postes. Interrogé à propos d'une de l'*Incorrect* et de la proximité affichée entre les patrons des jeunes de droite et d'extrême droite, Bardella répondait: «*Les gens que vous citez sont des personnes avec qui on a tous grandi politiquement. On était dans les mêmes soirées étudiantes, certains ont choisi le RN, d'autres Debout la France [de Nicolas Dupont-Aignan]. Mais on savait, déjà, il y a dix ans, qu'on finirait par se retrouver et par travailler ensemble.*»

Pour tous ces trentenaires, Zemmour a fait office de ciment, d'instituteur et de madeleine. Une sorte de Maurice Barrès, «prince de la jeunesse», sans l'œuvre qui va avec.



La descente aux enfers de The Body Shop, pionnier des cosmétiques éthiques

L'enseigne historique créée au Royaume-Uni en 1978 connaît une vague de fermetures dans le monde depuis des mois avec pour épilogue le dépôt de bilan de la maison mère britannique en mars 2024. En France, la filiale du groupe, en redressement judiciaire, risque la liquidation. A lire sur notre site. PHOTO AFP



Citroën a rappelé des DS3 produites entre 2009 et 2019. PHOTO: CAPUCINE VEUILLÉ / HANS LUCAS

Airbags défectueux: 8 millions de véhicules Stellantis concernés

Une class action menace Citroën après le rappel de 250 000 véhicules en France, avec le risque de devoir indemniser massivement ses clients. Pour sa maison mère Stellantis, l'impact s'annonce encore plus grand.

Par **FRANCK BOUAZIZ** et **DAMIEN DOLE**

L'Internet fait la force. Ce jeudi, la plateforme en ligne MyLeo commencera à recevoir les réclamations de propriétaires de voitures C3 et DS3 rappelées par Citroën pour cause d'airbags dangereux fabriqués par la société japonaise Takata. «Nous envisageons une action collective pénale pour mise en danger

de la vie d'autrui et fraude. La plainte devrait être déposée devant le parquet de Versailles», indique l'avocat Christophe Lèguevaques, qui attend d'avoir recensé un millier de demandes avant de lancer la procédure. L'affaire prend de l'ampleur: alors que plus de 250 000 véhicules en France ont été rappelés début mai, le Parisien a annoncé mercredi soir que 8 millions de véhicules du groupe Stellantis sont désormais concernés, notamment des Citroën C4, DS4 et DS5 mais aussi de la marque Opel. Ce qui serait une opération hors normes. Ce projet de plainte intervient après l'ouverture de plusieurs informations judiciaires ces derniers jours. L'une d'entre elles, datant de juin 2023 en Guadeloupe, a été ouverte pour «homicide involontaire», après la mort d'une femme qui conduisait une Citroën C3. «L'autopsie a permis de ré-

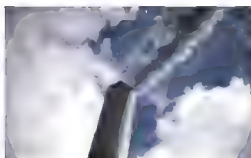
vélter que le décès résultait de la projection d'un élément métallique de l'airbag conducteur en direction de la tête de la victime, l'airbag s'étant déclenché sans choc préalable. Le modèle d'airbag défectueux se trouvait être un modèle fabriqué par l'équipementier Takata», selon le procureur. **Humidité.** Deux autres informations judiciaires ont été ouvertes, l'une à Pointe-à-Pitre pour trois décès et deux blessés graves, l'autre à Matoury, en Guyane, pour un décès. En fin de semaine dernière, deux autres cas mortels survenus en 2020 sur des modèles Toyota et Ford ont été soumis à un juge d'instruction en Guadeloupe, et d'autres pour «blessures involontaires» sur des Nissan. Les problèmes causés par les airbags de l'entreprise japonaise ne concernent donc pas que les Citroën C3 et DS, loin de là. Depuis 2008, plus

de 100 millions de véhicules ont été rappelés par Audi, BMW, Lexus, Honda et même Ferrari. En 2014, le patron de Takata, Stefan Docker, démissionne, avant la faillite de la boîte en 2017. Le bilan des accidents d'airbags fait alors état de seize morts et au moins 180 blessés. A chaque fois, le problème est le même: une humidité trop importante peut provoquer une explosion trop puissante de l'airbag et projeter des pièces métalliques. C'est ce qui expliquerait le nombre de morts dans des régions chaudes, ainsi que le rappel des véhicules en France, qui ne concerne que les résidents de la moitié sud de l'Hexagone. Décision difficile à comprendre: l'airbag d'une C3 achetée dans le Nord mais utilisée dans le sud de la France pourrait logiquement être aussi dangereux que celui d'une C3 immatriculée dans le Sud. Alors que seule la seconde sera rappelée. Mercredi

soir, on apprenait que les véhicules Stellantis situés au nord de la ligne Lyon-Clermont sont également concernés par le rappel. Selon les informations du Parisien, que Stellantis confirme dans l'article, 8 millions de véhicules produits entre 2009 et 2019 seraient considérés comme potentiellement dangereux, puisque leur airbag peut blesser le conducteur, notamment au visage. En métropole, un dossier judiciaire est en cours devant le parquet de Tarbes, après l'ouverture d'une enquête préliminaire sur le décès d'un conducteur en novembre 2023. Reste à savoir pourquoi Citroën a rappelé ses véhicules si tard par rapport à ses concurrents qui ont réagi dès 2008. A cette question, le constructeur n'apporte pas de réponse. «C'est de loin la campagne la plus difficile que j'ai eue à gérer», concède en revanche Stéphane Coquant, vi-

ce-président de Stellantis, en charge des gestions de crises. Si un nombre de plaignants suffisant est réuni, il est probable qu'une négociation s'ouvre avec Citroën sur une possible indemnisation. Dans ce type d'affaire, les plaignants préfèrent que la procédure ne s'étienne pas et l'entreprise éviter un procès retentissant. D'ores et déjà, Citroën a provisionné 900 millions d'euros pour faire face aux conséquences de ces airbags défectueux. Ce qui n'intègre cependant pas d'éventuels dommages et intérêts pour les propriétaires mécontents. Leur avocat estime à 40 euros par jour le préjudice lié à la non-utilisation de leur véhicule puisque le constructeur a demandé leur immobilisation dès réception des lettres recommandées. En revanche, ces 900 millions comprennent le remplacement des airbags et la mise à disposition de 25 000 véhicules de courtoisie pendant le temps des réparations.

Image. Le fabricant original de cet équipement de sécurité, l'entreprise japonaise Takata ayant déposé le bilan, c'est l'italien Joyson Safety qui fournira les nouveaux airbags. En revanche Citroën ne donne aucune indication sur le temps nécessaire au remplacement de cette pièce pour tous les véhicules. Cette affaire tombe au plus mauvais moment pour Citroën. Le mois de juin est arreté de longue date pour le lancement du modèle e-C3 électrique pour lequel le constructeur fonde de grands espoirs. Les dysfonctionnements sur le module thermique peuvent ternir l'image de toute la gamme C3. Sans compter que Stellantis doit faire face à un autre dossier de défaillance. Celui des moteurs «PureTech 1.2» mis en service en 2012 et installés sur les Peugeot, Citroën ou encore Opel. Une usure prématurée de la courroie de distribution a entraîné deux vagues de rappels. Là aussi une plainte a été lancée et réunit déjà près de 5 000 demandeurs. Selon nos informations, une ultime réunion de négociation a eu lieu mardi pour une possible indemnisation. Les ennuis volent en escadrille pour Stellantis. ◆



LIBÉ.FR

«Biochar», aspirateurs... les solutions d'éliminations du CO₂ de l'air sont-elles efficaces ?

Pour limiter le réchauffement à 1,5 °C, en plus de réduire drastiquement les émissions, il faudra aussi retirer de l'atmosphère quatre fois plus de CO₂ qu'aujourd'hui d'ici à 2050, grâce aux forêts, aux sols et à l'océan mais aussi à des technologies de pointe encore balbutiantes, selon un rapport publié mardi.

PHOTO GETTY IMAGES AFP

«Les
parlementaires
européens
doivent mieux
défendre
les intérêts
de la France.»

**LÉON
DEFFONTAINES**
tête de liste du PCF
aux européennes



On l'a beaucoup décrit comme un «bébé Roussel». Léon Deffontaines incarne la nouvelle ligne du Parti communiste français, qui veut parler «aux fâchés pas fachos». Agé de 28 ans, il plafonne sous les 3% malgré son émergence médiatique. Mais ce n'est que le début d'un «travail au long cours», assure-t-il, pour réédifier une gauche populaire, axée sur le social: «Aujourd'hui, la gauche est captive de deux offres qui ne permettent pas de gagner. La gauche de Hollande, qui a tourné le dos aux travailleurs et qu'on voit resurgir avec Raphaël Glucksmann, une gauche de gouvernement qui défend l'Europe libérale. Et de l'autre côté, une gauche qui divise et a un effet plus repoussoir que Marine Le Pen, ce qui devrait tous nous alerter. Balayons ces deux offres et écrivons une nouvelle page politique.» Recueilli par **Ch.B.**

Interview à lire en intégralité sur [Libération.fr](https://liberation.fr)

La capsule spatiale de Boeing Starliner a enfin décollé

Cette fois, c'est la bonne. Le nouveau vaisseau spatial de Boeing a décollé mercredi vers la station spatiale internationale (ISS), après six reports en l'espace d'un mois. Perché sur une fusée Atlas V depuis la base spatiale de Cap Canaveral en Floride, il a percé le ciel à 16h52, sans encombre, pour se mettre en orbite autour de la Terre. Plusieurs heures devaient s'écouler avant qu'il ne se retrouve à hauteur de l'ISS (400 kilomètres d'altitude environ) pour commencer les manœuvres d'amarrage. Les deux astronautes Sunita Williams et Barry Wilmore doivent passer un peu plus d'une semaine dans la station. Le succès de cette capsule doit lui permettre de décrocher son habilitation pour transporter un équipage vers et depuis l'ISS de façon routinière, secondant dans cette tâche la capsule de SpaceX, Crew Dragon.

Le grand jour était initialement programmé au lundi 6 mai, mais alors que tout semblait prêt, des dysfonctionnements techniques avaient été détectés et la fusée était restée clouée



A Cap Canaveral mercredi. M. J. RODRIGUEZ CARRILLO, AFP

au sol en attendant leur résolution. Starliner en retard, c'est l'histoire de sa vie. Le projet remonte aux années 2000, quand la Nasa a lancé un appel d'offres pour remplacer la navette spatiale américaine qui se chargeait des relèves d'astronautes sur l'ISS. Plusieurs entreprises du secteur spatial ont répondu et deux finalistes ont été retenus: SpaceX et Boeing. Le premier a terminé son vaisseau Crew Dragon en 2020, et a donc rendu depuis quatre ans aux États-Unis leur indépendance d'accès à l'espace (entre la fin de la navette et les

débuts de Crew Dragon, la Nasa devait acheter aux Russes des vols en capsule Soyouz). Pour sa part, Boeing avait prévu de lancer son Starliner dès 2016, mais la date n'a cessé d'être repoussée. Un premier vol de test a eu lieu en 2019, raté. La réparation des problèmes successifs, de l'horloge interne aux valves, a encore fait prendre cinq ans de retard au projet. Starliner a retourné en 2022 à emporter du fret vers l'ISS presque sans encombre. D'ultimes ajustements ont été apportés. Le 6 mai 2024, à la dernière minute, une valve d'oxygène de la fusée Atlas

V a été jugée défectueuse. Elle «vibrant», c'est-à-dire qu'elle n'arrêtait pas de s'ouvrir et de se fermer très rapidement, ont constaté les ingénieurs d'United Launch Alliance (ULA). Boeing s'est efforcé, durant ces dernières semaines, de ne pas égratigner encore plus sa réputation alors qu'il est en difficulté dans le secteur aéronautique. Aux États-Unis, l'avionneur a été auditionné par le Sénat suite à une série inquiétante d'incidents de sécurité (perte d'une porte en cours de vol, problème de moteur, détachement d'un capot...). Boeing a perdu plus de 30% de sa capitalisation boursière depuis le début de l'année. Sa production de nouveaux avions a été limitée par l'autorité de régulation de l'aviation civile, et le volume de livraison a chuté – pas sûr que Boeing finisse l'année avec un bilan financier positif. Avec la Nasa, Boeing a signé en 2014 un contrat de 4,2 milliards de dollars pour la fourniture de ce vaisseau-navette vers la station spatiale internationale.

CAMILLE GÉVAUDAN

Cas de coqueluche en hausse: «On observe un pic exceptionnel»

La coqueluche repart en force en 2024. D'après l'Institut Pasteur, «plus de 5500 cas positifs» ont été recensés entre janvier et mai, onze fois plus de cas qu'en 2023. Sylvain Brisse, de l'Institut Pasteur, décrypte pour *Libé* l'impact de cette épidémie.

Comment expliquer cette recrudescence ?
La coqueluche n'a pas circulé depuis 2018 environ. On pensait à une reprise plus tôt, peut-être en 2021, mais avec les mesures barrières et les masques, toutes les maladies respiratoires ont très peu circulé. Aujourd'hui, on observe un pic exceptionnel.

On n'avait pas vu une telle augmentation depuis vingt voire trente ans, ce qui s'explique à la fois par un cycle naturel, mais également amplifié du fait d'un manque d'immunité naturelle dans la population.

Quel risque cela entraîne-t-il chez les nourrissons ?
Un risque de décès. C'est une maladie très grave. On toussait tellement qu'on ne parvenait plus à respirer entre deux toux et donc le bébé s'asphyxie. Actuellement, on constate un grand nombre de nouveau-nés hospitalisés, souvent en réanimation.

La moyenne d'âge des cas est de 23 ans. Sachant qu'il

s'agit généralement d'une maladie infantile, ce résultat est-il surprenant ?

Non, il n'est pas surprenant. Elle agit de manière plus grave sur les enfants, mais c'est une maladie qu'on constate dans toute la population.

Quelles solutions peuvent être mises en place ?

La vaccination ne protège pas contre la transmission de la bactérie. On peut être un porteur asymptomatique même si on est vacciné. Il faut que les femmes enceintes se fassent vacciner à partir du deuxième trimestre. Si on constate l'apparition de symptômes, il faut se

faire tester avec un test PCR. Si on est positif, il faut prendre un traitement antibiotique. Une solution très efficace car elle dure à peine trois à cinq jours et permet d'éradiquer la bactérie. Il faut éviter d'être en contact avec des personnes à risque, les jeunes enfants, les femmes enceintes, les personnes âgées, et éviter les maternités, les hôpitaux, les crèches, etc. Si on n'a pas le choix, si on doit se rendre sur son lieu de travail en toussant, le port d'un masque est nécessaire pour limiter les risques de contamination.

Recueilli par **APOLLINE
LE ROMANSER**



Royaume-Uni Les billets à l'effigie de Charles III entrent en circulation

Les billets de banque à l'effigie du roi Charles III ont fait leur apparition dans les porte-monnaie des Britanniques mercredi et remplaceront progressivement ceux portant le portrait de sa mère, Elizabeth II, morte en septembre 2022. Le portrait du roi figurera sur les nouveaux billets en polymère – matière utilisée à la place de la monnaie papier au Royaume-Uni depuis 2016 – de 5, 10, 20 et 50 livres sterling. PHOTO DANIEL LEAL, AFP

Académie des sciences morales et politiques, boys' club qui s'en défend

Il ne fait pas bon d'être une femme et de gauche pour se porter candidate à l'institution du quai Conti. La sociologue et philosophe Dominique Méda, doublement recalée, en a fait l'amère expérience.

Par
SIMON BLIN

«**O**ù sont les femmes ?» La question pointe inévitablement en se baladant sur le trombinoscope des membres de l'Académie des sciences morales et politiques. Un rapide calcul confirme notre intuition : sur 50 fauteuils, seuls 4 sont occupés par des femmes, soit 8%. L'institution, qui se divise en plusieurs sections, compose l'Institut de France avec ses quatre autres sœurs : l'Académie française, la plus ancienne et la plus connue du public, l'Académie des inscriptions et belles lettres, l'Académie des sciences et celle des beaux-arts. En matière de parité, ces dernières font à peine mieux : elles ne sont que 6 femmes sur 40 à siéger à l'Académie française (15%), 7 sur 55 aux

inscriptions et belles lettres (13%), 48 sur 281 dans les sciences (17%), 16 sur 67 aux beaux-arts (24%). Le décompte a été établi par la sociologue et philosophe Dominique Méda dans *le Nouvel Obs*, et confirmé par nos soins. Dans l'hebdomadaire, la chercheuse raconte son double échec de candidate à l'Académie des sciences morales et politiques. Normandienne, énarque, agrégée de philosophie, membre de l'Inspection générale des affaires sociales, habilitée à diriger des recherches en sociologie, cette professeure des universités à Paris-Dauphine-PSL, autrice de nombreux essais et grande spécialiste du travail, des politiques sociales, de la transition écologique et des inégalités femmes-hommes, pensait avoir tout du bon CV, d'autant que c'est la doyenne de la section « morale et sociologies », Marianne Bastid-Bruguère, qui lui a suggéré

de postuler. En novembre, raconte-t-elle à *Libération*, premier revers : on lui préfère un homme, le sociologue Pierre-Michel Menger. Celui-ci a un argument de taille : il occupe une chaire au Collège de France, le saint des saints du monde académique. Quelques mois plus tard, elle dépose à nouveau sa candidature. Cette fois, pas de professeur au Collège de France parmi les trois hommes en lice face à elle. Encore raté pour Dominique Méda, qui voit un historien, Olivier Grenouilleau, se faire élire.

Lasse, l'intellectuelle a pris la plume et a fait part de sa mésaventure dans une lettre ouverte à Emmanuel Macron, publiée sur le site du *Nouvel Obs*. « Il n'y a pas de hasard, mais une volonté affirmée par cette Académie de se soustraire à l'effort societal pour favoriser une égalité de genre, dont la parité est un des aspects », écrit la philosophe et sociologue. Elle appelle le président de la République à « mettre en place des règles organisant la parité dans le recrutement des membres de cette institution ». A *Libé*, Dominique Méda l'assure : elle n'est pas complotiste et ce n'est pas son « cas personnel » qui importe, mais la cause des femmes. Si elle dit s'être remise de cette double déconvenue et qu'elle ne considère pas que sa candidature était par avance acquise au simple titre qu'elle est une femme,

son pressentiment quant au mauvais sort réservé à ses consœurs dans l'institution ne cesse de grandir.

« PAS DE CRITÈRES DE SÉLECTION »

Elle n'est pas la première à avoir soulevé le problème. En 2017, l'économiste Philippe Askénazy constatait dans *le Monde* « la masculinité exclusive » qui « semble éternelle » dans la section « économie politique, statistique et finances » de cette même Académie depuis sa création en 1832. Il aura fallu attendre 2024 et l'arrivée de Dominique Senequier, présidente d'Adrian, un des leaders mondiaux de l'investissement privé, pour que la malédiction soit rompue. Le jour de son intronisation, Bruno Cotte, membre de la section « législation, droit public et jurisprudence », avait regretté que les femmes ne soient présentes à l'Académie qu'« en beaucoup trop petit nombre » : « Trois seulement, quatre désormais avec Dominique. Et depuis 1832, vous les femmes ! n'avez été que sept... » Pourquoi si peu de femmes composent l'aropage alors qu'elles sont, depuis plus de vingt ans, rappelle Dominique Méda, plus diplômées que les hommes ? Tentons d'éclaircir le mystère. Nous voilà face au secrétaire perpétuel de l'Académie, Bernard Stimi, qui nous reçoit très courtoisement dans son bureau quai Conti. D'abord,



L'Académie, ici en 2023, n'a accueilli que sept



femmes depuis sa création. PHOTO ACADEMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES. COLORISATION : LIBERATION.

quelques rappels. Les membres de l'Académie, dont le fonctionnement et les règles d'élection sont à peu près les mêmes chez ses voisines, sont élus à vie. Au décès d'un confrère, son fauteuil se libère, une élection est organisée. «En principe, tout le monde peut déposer sa candidature mais ceux qui se présentent ont généralement reçu des encouragements à le faire», avance l'ancien conseiller d'Etat et spécialiste de droit public. Les candidats envoient une lettre manuscrite à chacun des membres. Pour la prochaine élection, il faudra écrire 43 lettres, étant donné que l'Académie compte 50 membres mais que 7 fauteuils sont actuellement vacants en comptant la disparition du juriste François Terré le 27 mai. Il faut ensuite entreprendre des visites auprès des académiciens. Le jour du scrutin, l'élection se fait à la majorité absolue. Voilà pour la procédure.

Quels sont les critères de sélection ? C'est simple, «il n'y en a pas», explique Bernard Stirn. Ce qui est déterminant, c'est «un parcours» et «une personnalité». Pour le parcours, point de titre ou de diplôme obligatoire. Il suffit d'être «crédible» aux yeux des académiciens. En théorie, le CV parle de lui-même. En théorie. Pour la personnalité, c'est une autre affaire. Sur ce point, l'éclairage de Bernard Stirn est pour le moins surprenant : «La question

qu'on se pose, fondamentalement, quand on est élu à vie, est : est-ce vraiment quelqu'un que j'ai envie de voir régulièrement jusqu'à la fin de mes jours ? Autrement dit, et c'est là une des clés de notre enquête, on élit un candidat avec qui on va bien s'entendre. Il n'y a pas à chercher bien loin, nous fait-on comprendre. Résultat, une écrasante majorité des heureux élus sont des hommes. «Il y a néanmoins une excellente atmosphère», précise le secrétaire perpétuel, comme si on s'inquiétait pour l'ambiance. «On ne peut pas dire que les candidatures féminines soient systématiquement refusées, ajoute Bruno Cotte. Mais nous avons aussi des difficultés à susciter des vocations. De brillants profils féminins n'éprouvent tout simplement pas le besoin de se présenter, ne souhaitent pas être tenus par les travaux de l'Académie ou n'ont aucun goût pour le décorum et le costume.»

«QUESTION DE SYMBOLE»

Contrairement aux apparences, la sous-féminisation «est une vraie préoccupation», soutient Bernard Stirn, qui rappelle que l'Académie des sciences morales et politiques est la première à avoir élu une femme : la juriste Suzanne Bastide en 1971. «Ce qui montre qu'elle n'est pas historiquement misogyne». Si, donc, l'Académie se fait un peu de tracas pour

la très faible présence de femmes en son sein, une réforme de son fonctionnement est-elle prévue afin de corriger l'anomalie, comme cela a pu exister dans d'autres institutions qui désirent évoluer avec leur temps ? Si non une réforme, une initiative est-elle en cours, une réflexion, un petit quelque chose ? «Il n'y a pas du tout de projet de ce type, ce serait vraiment étranger à l'esprit de l'Académie qui fonctionne comme ça depuis le XVII^e siècle [l'Académie française a été fondée en 1634, ndr].» Ce qui a le mérite d'être clair.

Ce fonctionnement d'un autre âge est-il si grave ? Après tout, une académie est par essence conservatrice. N'y a-t-il pas d'autres combats à mener au nom de l'égalité femmes-hommes ? C'est avant tout «une question de symbole, plaide Dominique Méda. L'Académie est censée faire rayonner les sciences, les lettres et les arts. Comment est-ce possible sans femmes ? Comment l'institution participe-t-elle à ce rayonnement ? Concrètement, les différentes académies organisent des conférences et produisent des rapports. En mai, l'Académie des sciences morales et politiques a consacré un colloque au cinquantenaire de l'élection de Valéry Giscard d'Estaing. En mars, un hommage a été rendu à Georges Pompidou à l'occasion des cinquante ans de sa disparition. En ce moment, ses membres planchent

IDÉES/

sur une étude sur la culture générale à l'école. Chaque semaine, l'Académie propose une «communication» ouverte au public suivie d'un débat sur un thème d'actualité, la transition énergétique, Gaza. Exceptionnellement, ce dernier s'est déroulé à huis clos pour des raisons évidentes de sécurité, fait savoir Bernard Stirn.

L'Assemblée remet aussi chaque année une quarantaine de prix littéraires assortis d'une gratification de 1000 à 5000 euros pour l'auteur récompensé. En tout, ce sont près de 25 millions d'euros qui sont remis chaque année sous forme de «prix, bourses et subventions par l'Institut de France», peut-on lire sur son site. Un tour sur le palmarès 2023 de l'Académie qui nous intéresse permet de découvrir que la section «économie politique, statistique et finances» a distingué Agnès Verdier-Molinié, «pour l'ensemble de son œuvre». La directrice de la Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques (Ifrap), un think tank très libéral qui plaide avec acharnement pour la réduction du déficit public ou la levée du «tabou du licenciement dans la fonction publique» mais se défend de tout militantisme, est certes une femme, sa crédibilité scientifique n'interroge pas moins, comme l'avait démontré une enquête de *Marianne*. Serait-ce alors simplement les idées défendues par l'essayiste, très présente dans le JDD version Bolloré, qui plaisent aux membres de l'Académie ?

HAINE DE LA GAUCHE

On touche là, selon Dominique Méda, à l'autre problème de l'Assemblée et de l'Institut de France en général, dont le train de vie a par ailleurs été épinglé par la Cour des comptes, comme s'en est récemment fait l'écho le *Canard enchaîné* : outre son virilisme, sa coloration politique s'est grandement fait ressentir lors de ses visites auprès des membres de l'Académie, assure l'universitaire. «Un académicien était obsédé par la dette de l'Etat, les 35 heures, sa haine de la gauche. Un autre par Sciences-Po, qui serait l'autre du wokisme. Une autre encore m'a expliqué que les ABCD de l'égalité rendaient les adolescents homosexuels. La majorité pensait que le problème principal de la France était l'immigration. Certains se sont montrés plutôt sceptiques sur la question du réchauffement climatique», déplore Dominique Méda, qui a eu la sensation de passer pour une affreuse gauchiste.

Il est vrai que la professeure est une scientifique engagée dans le débat public. Elle se définit comme «social-démocrate», a longtemps frayed le Parti socialiste, dans son «Laboratoire des idées» au début des années 2010, puis en tant que conseillère du candidat socialiste Benoît Hamon, prenant la parole lors de son investiture en 2017. Mais il n'est pas interdit d'être engagé à l'Académie. Le constitutionnaliste Pierre Delvolvé, membre de la section législation, droit public et jurisprudence, qui haranguait avec ferveur les foules de la Manif pour tous en 2013, peut en témoigner. Etre une femme, et de gauche, ou la double pleine à l'Académie des sciences morales et politiques ? A l'heure de vifs débats sur le pluralisme dans les institutions publiques, le maintien de cet état des choses a de quoi interroger. ◆



Winston Churchill et le Field Marshal Alan Brooke, le 12 juin 1944. HUGO BUS LITE LEEMAGE AFP

Winston Churchill, débarqué du Débarquement

Le Premier ministre britannique est indéniablement le père de l'opération Overlord. Mais il a beau arpenter navires et bases aériennes à la veille du D-Day, le contrôle des opérations lui échappe largement, analyse l'historien François Kersaudy.

Au printemps de 1944, le Premier ministre Churchill est mortellement inquiet des possibilités d'échec du plan Overlord. C'est qu'il est bien placé pour connaître les faiblesses de ce genre d'entreprises : depuis les Dardanelles au printemps de 1915 jusqu'à Anzio en janvier 1944 en passant par Narvik, Dakar, Dieppe, Casablanca et la Sicile, tous les débarquements ont provoqué des pertes disproportionnées et révélé de sérieux dysfonctionnements dans la planification, le renseignement, la logistique et

le commandement alliés – pour des opérations sur des théâtres périphériques et contre des côtes peu ou pas fortifiées. Or, il s'agit désormais de s'attaquer au mur de l'Atlantique et au centre névralgique du dispositif allemand, sans bénéficier de ports, de supériorité numérique et d'effet de surprise... C'est donc en pensant aux périls de cet assaut frontal que Churchill a imaginé de nombreux plans d'opérations périphériques, comme un débarquement à Bordeaux, au Portugal ou en Yougoslavie. Mais à ce stade, la décision ne lui

appartient plus : les décideurs, ce sont à présent les membres du comité des chefs d'état-major combinés, trois Britanniques – Brooke, Portal et Cunningham – et trois Américains – Marshall, King et Arnold. En théorie, ces grands professionnels ne font que proposer les initiatives stratégiques à Roosevelt et à Churchill, mais en pratique, ce sont eux qui orientent la stratégie alliée depuis l'été de 1942 – lorsqu'ils parviennent à s'entendre... Ces six hommes-là ont tiré les leçons de tous les échecs des opérations précédentes et entrepris d'y remédier : constitution d'équipes spécialisées dans la reconnaissance des plages et la démolition d'obstacles immergés ; mise en œuvre de chalands de débarquement pour l'infanterie et les chars, de véhicules blindés amphibies, de dragueurs de mines pé-

tionnés, de ports artificiels et de pipelines sous-marins. Surtout, ils ont constitué pour Overlord une chaîne de commandement bien ordonnée : un commandant suprême interallié en la personne du général américain Eisenhower, un virtuose de la logistique, avec sous ses ordres trois commandants en chef britanniques pour mener les opérations sur le terrain : le général Montgomery, l'amiral Ramsey et l'air marshal Leigh-Mallory. Ils ont aussi quelques

armes secrètes : Ultra, qui décrypte en temps réel toutes les communications allemandes ; Fortitude, qui désinforme efficacement les Allemands quant aux intentions alliées ; la coopération de la Résistance française, qui agira sur les arrières de l'ennemi dès le jour J, et celle de l'URSS, dont l'offensive d'été à l'est doit coïncider avec Overlord. L'opération n'en reste pas moins hautement périlleuse : le maréchal Rommel vient de faire renforcer les défenses en Normandie, les soldats allemands sont aguerris et disposent d'armes perfectionnées, 88 rampes de lancement de fusées V1 ont été identifiées dans le nord de la France, la Résistance est infiltrée par l'Abwehr, Staline n'est pas un allié fiable et les conditions météorologiques peuvent compromettre toute l'entreprise... Dans les jours qui précé-

dent le D-Day, Churchill parcourt inlassablement les bases aériennes, visite les navires, essaye les armes, interroge les soldats, conseille les officiers et s'installe dès le 3 juin à proximité du QG d'Eisenhower. Mais le contrôle des opérations lui échappe très largement : ses plans d'opérations périphériques ont été poliment écartés, de même que ses interventions répétées pour préserver des bombardements en France les nœuds ferroviaires des secteurs densément peuplés ; le général Montgomery rejette fermement ses tentatives d'intervention dans la composition du corps expéditionnaire, le général Eisenhower le fait informer mais le tient à distance, les chefs d'état-major filtrent discrètement ses télégrammes et le roi intervient pour l'empêcher de se rendre en Normandie dès le jour J.

Winston Churchill n'en est pas moins le père du débarquement : ce général Brooke, *primus inter pares* des chefs d'état-major britanniques et grand protecteur du général Montgomery, c'est lui, Churchill, qui l'a choisi en octobre 1941 ; c'est également lui qui a promu le vice-amiral Mountbatten – l'homme qui a persuadé les chefs d'état-major de débarquer en Normandie plutôt que dans le Pas-de-Calais ; c'est aussi Churchill qui a conçu le tank en 1915 et le port artificiel en 1917, qui est le parrain d'Ultra et de Fortitude dont il a nommé tous les responsables, ainsi que le père du SOE, qui a armé et entraîné la Résistance française. S'il y a en Grande-Bretagne 1,6 million de soldats américains prêts à débarquer, c'est parce que lui, Winston Churchill, a persuadé le président Roosevelt de donner la priorité à l'Europe, alors que les Américains étaient attaqués dans le Pacifique. Enfin, si Charles de Gaulle s'apprete à restaurer l'Etat dans une France libérée, c'est parce que, quatre ans plus tôt très exactement, le Premier ministre de Sa Majesté lui a tendu une main secourable... ◆

Par
**FRANÇOIS
KERSAUDY**



Historien

IDÉES/

Mémoire du D-Day: l'effacement progressif du Royaume-Uni

Comment expliquer que le Débarquement a subi une américanisation de sa mémoire au fil des commémorations ?

Le 18 mai, le nom de Carentan-les-Marais (Manche) surgit dans la presse britannique, en sa défaveur. La raison ? La commune a pavé sa ville de nombreux drapeaux européens en prévision des commémorations du « Jour-J ». Celui du Royaume-Uni manque à l'appel. Carentan se trouve, certes, dans un secteur libéré par les Américains, mais l'absence de ce seul drapeau a déclenché les foudres d'outre-Manche. L'erreur justifiée par un problème de fourniture témoigne d'un phénomène plus global : l'effacement progressif du Royaume-Uni dans les mémoires du Débarquement. Sur ce littoral, cinq plages ont été choisies pour recevoir l'assaut des forces alliées en marche pour libérer l'Europe, le matin du 6 juin 1944. Omaha et Utah étaient les plages américaines, Gold et Sword les plages britanniques, et Juno celle canadienne. Le lancement par les Alliés de ce débarquement en France, accompagné des victoires décisives du rouleau compresseur soviétique, aboutit le 8 mai 1945 à la capitulation de l'Allemagne nazie et mit fin à la guerre en Europe. Le début de cette victoire du « bien », les Alliés, sur le « mal », incarné par Hitler, fut commémorée dès 1944, mais ce sont surtout les anniversaires décennaux qui prirent une importance politique pour célébrer l'action conjointe des Anglo-Américains dans cette

« Grande Croisade » (Eisenhower). Aujourd'hui, dans ce récit du Débarquement, la place des Britanniques est réduite à la portion congrue. Dès 1945, lorsqu'un sondage de l'Ifop demandait aux Français quel pays a le plus contribué à la défaite de l'Allemagne, 57 % citaient l'URSS, 20 % les États-Unis et 12 % les Britanniques. En 2015, lors d'un nouveau sondage, 54 % mentionnent les États-Unis, 23 % l'URSS, 18 % le Royaume-Uni. La part consacrée à l'allié d'outre-Atlantique est plus importante si l'on regarde les moins de 35 ans (59 %), qui ont grandi avec ces films de Hollywood et les jeux vidéo qui mettent en avant le même acteur. Dans ces sondages, réalisés aussi en 1994, 2004 et 2014, le Royaume-Uni a toujours été le dernier des trois. Dans les faits, il n'en fut pas toujours ainsi. Effectivement, le soir du 6 juin 1944, environ 150 000 soldats alliés ont pris pied sur les côtes normandes, et parmi eux, une majorité d'Anglo-Canadiens (83 000 pour 72 000 soldats américains). De plus, les marins qui conduisent les GI sur Omaha Beach sont britanniques. En réalité, les deux tiers de la flotte alliée, composée de plus de 6 000 navires, le sont. Un an plus tard, le 6 juin 1945, le premier anniversaire a lieu sur la plage d'Arromanches, et il est largement organisé par l'armée britannique.

Livre. En 1962, le réalisateur américain Darryl F. Zanuck offrit le récit du *Jour le plus long*, tel qu'il fut pensé et conté par Cornelius Ryan dans un livre éponyme. À l'écran, les Britanniques eurent tout autant leur présence que leur allié américain, Richard Todd incarnant le major parachutiste John Howard, et Sean Connery incarnant un fantassin débarqué sur Sword Beach. Offrir un récit où chaque acteur du Débarquement avait une place équivalente à sa participation à l'événement, telle était l'ambition de Zanuck. Néanmoins, le sondage de 2015 montre que par la suite, l'industrie hollywoodienne a mis en avant la place des Américains dans la plus grande opération amphibie de l'histoire. Tout un chacun a en tête les images des GI

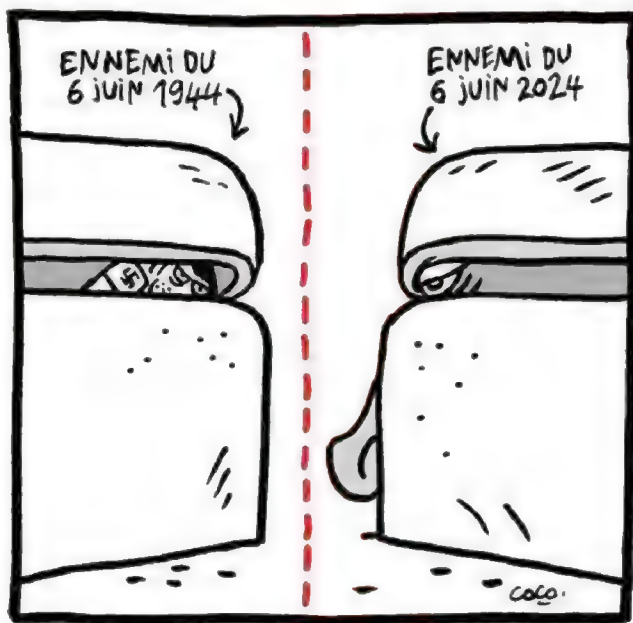
débarquant sur la plage d'Omaha Beach dans *Il faut sauver le soldat Ryan*, ou des parachutistes de la « Easy Company » dans la série *Band of Brothers*, deux réalisations de Steven Spielberg.

Prestige. Un chiffre peut également nous marquer : trois. Il s'agit du nombre de cérémonies internationales du Débarquement en Normandie qui se sont déroulées en secteur anglo-canadien entre 2004 et 2019. Ce fut à Arromanches-les-Bains (célèbre pour son port artificiel déployé par le génie britannique à l'été 1944) ; à Ouistreham, face à Sword Beach, puis à Courseulles-sur-Mer, secteur de Juno Beach. Entre 1954 et 2004, l'ensemble des cérémonies dites internationales, c'est-à-

dire convoquant plusieurs représentants des nations concernées, se sont tenues en secteur américain : Utah Beach, Omaha Beach et la pointe du Hoc. En ce dernier lieu le 6 juin 1984, Ronald Reagan, premier président des États-Unis à participer à ces commémorations officielles, profita de la cérémonie pour réaffirmer la place de l'OTAN face aux Soviétiques et restaurer un prestige guerrier américain largement entamé par la « sale guerre » au Vietnam. Ce 6 juin à 10 h 30, la cérémonie franco-britannique en présence de Charles III se déroulera dans un nouveau lieu de mémoire : le mémorial britannique de Ver-sur-Mer inauguré en juin 2021. Surplombant la plage britannique de Gold, son projet fut lancé par un

vétéran à partir du constat de l'absence d'un lieu unique qui fédérerait la mémoire britannique du Débarquement. Le monument commémore la mémoire des militaires tombés sous commandement britannique pendant la Bataille de Normandie, soit 22 443 individus. À côté, un hommage est rendu aux 20 000 civils tués pendant la bataille. Ce mémorial prend donc une double signification : rappeler le lien qui unit le Royaume-Uni à la France, surtout dans un contexte de Brexit ; mais aussi essayer de trouver sa place, géographiquement et symboliquement, dans une mémoire du Débarquement et plus largement de la Libération dont il a semble-t-il été expulsé par les États-Unis. Des tentatives de rééquilibrage des mémoires sont à l'œuvre depuis 2004, mais la force du *soft power* américain et des orientations politiques des commémorations pour cet allié, maintiennent les *tommies* dans l'ombre des GI. ◆

SIGNÉ GOGO



Par
**GUILLAUME
YVERNEAU**



Docteur en histoire contemporaine, université de Caen

LIVRES/

«On venait aux Champs-Élysées pour se faire voir»

Les rapports d'un garde suisse chargé du maintien de l'ordre sur l'avenue parisienne à la veille de la Révolution montrent que ce lieu, propice aux larcins, permettait la rencontre entre aristocrates et gens du peuple. L'historienne Arlette Farge nous parle de ces documents qu'elle a découverts aux Archives nationales.

Recueilli par
NATALIE LEVISALLES

Les 417 rapports de Ferdinand de Federici sont passionnants parce qu'ils nous ramènent à la préhistoire de la (très mal nommée) plus belle avenue du monde, les Champs-Élysées. Ils nous racontent la société dans laquelle Federici est plongé, Paris à la veille de la Révolution, ce qu'il en comprend et ce qu'il en pense.

Federici, soldat de la garde suisse, est promu gardien des Champs-Élysées de 1777 à 1791. Il rend compte au colonel des gardes suisses, le comte d'Affry, et au comte d'Angiviller, directeur général des Bâtiments du roi. Ses 417 rapports hebdomadaires ont été trouvés aux Archives nationales, édités et préfacés par l'historienne Arlette Farge, spécialiste du XVIII^e siècle. Il y a de la maladresse dans ces textes écrits par un petit gradé, mais ils sont en même temps pleins de vie. Et, surtout, ils révèlent une personnalité très attachante, un qualificatif qu'on n'a pas souvent l'idée d'employer à propos d'un homme chargé du maintien de l'ordre.

À l'origine des Champs-Élysées, une décision de Louis XVI qui veut offrir une promenade aux Parisiens. Les marais malsains qui longent la Seine sont transformés en une avenue plantée d'arbres, la promenade va de l'actuelle place de la Concorde au rond-point des Champs-Élysées et se poursuit jusqu'à la place de l'Étoile. En largueur, elle s'étend de la Seine aux avenues Marigny et Marnigon. Située juste à l'extérieur de Paris, elle appartient encore un peu au monde rural. D'un côté, il y a des prés, des champs de blé, des artichauts et des choux-fleurs. Il y a aussi des chèvres, des ânes et des vaches qui «peuvent être fort

incommodes pour la promenade», déplore Federici. Ça n'a pas empêché l'installation de guinguettes et de fermiers (loueurs) de chaises. Dans les allées se côtoient marchands, maraîchers, couturières et duchesses. Ces dernières prennent beaucoup moins de distance avec le petit peuple que les stars du XXI^e siècle avec leurs groupies. Des dizaines et dizaines de jeunes gens pratiquent les jeux de plein air : balle, quilles, tamis, paume. «Depuis les grands et les petits nobles, les jeux de barres sont en si grande vigueur que tous s'en mêlent, écoliers, clercs d'étude, ouvriers et bourgeois.» Bref, cette promenade est un succès, son gardien parle de la «foule des jours fériés», comme on le ferait aujourd'hui.

Cette affluence semble la plupart du temps sans problème, même si elle inquiète Federici. Des règles sont établies, plus ou moins précises. Dans ses rapports à d'Affry et d'Angiviller, notre garde suisse se pose des questions, fait des suggestions. Ses deux patrons lui font une grande confiance, c'est remarquable pour l'époque. Il y a toutes sortes d'atteintes à la loi, des simples incivilités aux crimes les plus graves, même s'il s'agit pour la plupart de délits assez ordinaires : vols, «batteries», duels, problèmes avec les cabinets d'aisance. Parmi les personnages récurrents, on voit passer des «filles de la moindre chose» qui «raccrochent» des mendicants et ivrognes des deux sexes, des nobles insolents, des «écoliers» (étudiants) qui mettent le bazar. Notes de Federici : «Arrêté un homme qui a embêté des enfants en contant la fable de leur cerf-volant, leur a fait perdre un mouchoir blanc et a déchiré le déshabillé de la gouvernante.» Nanette, petite éfrontée de 12 ans, mendie de manière agressive. «Sa mère, qui n'ignore pas sa conduite, a répondu que comme sa fille devait être une p...

il lui était indifférent qu'elle le fît un peu plus tôt.» Ou encore : «Arrêté un abbé avec une négresse, il disait être son confesseur. Injonction à l'abbé de ne pas récidiver à confesser les pénitentes sous les arbres nuitamment.»

Mais les deux sources de nuisance qui semblent l'occuper le plus souvent sont les marchands de gâteaux et les «pédérastes». Pas une semaine ne se passe sans qu'il se plaigne des marchands de gâteaux qui font des taches de graisse sur les robes des dames de qualité, «sont mauvais sujets, turbulents et filouteux». Quant aux pédérastes, ils ont droit à 220 occurrences dans ses rapports. Il ne s'agit pas d'une obsession personnelle : la peine de mort pour pédérastie a été appliquée jusqu'en 1750, elle sera abolie en 1791. Les interpellés viennent de toutes les couches de la société. Un garçon pâtissier, un homme de plume, un jeune homme qui «s'effrit en passant par les marais, cassant sur son passage cent têtes de choux-fleurs». Un ecclésiastique anglais, apprenant que Federici a contacté son ambassadeur, s'écrie : «Kill me, I am undone, I am lost.» (La peine de mort pour pédérastie ne sera pas abolie avant 1861 en Angleterre.) Un couple ne lui plaît pas du tout, ce qu'il semble disparaître le plus, c'est le mauvais assortiment. «Le premier, très bel homme et bien soigné. Le second, des yeux de cochon, le museau d'un singe.» Même s'il le parle, comme c'est l'habitude, d'«infamie», il ne semble pas personnellement horrifié et relâche le plus souvent les hommes arrêtés après «une bonne exhortation à se corriger». Il semble bien plus exhorté par les cavaliers qui abiment les arbres ou par les agressions d'enfants. De temps en temps, il sort de son rôle pour réparer une injustice. Il donne six sols à un mendiant ou s'inquiète d'une fillette frappée alors qu'elle vendait des

noisettes. «J'ai donné à la petite fille un petit écu pour la dédommager des noisettes qu'elle avait perdues. Je lui ai promis une petite permission pour vendre des petites denrées.»

Ses rapports sont faits d'un mélange inattendu de naïveté, de sens de la justice, et parfois même d'humour. Ils laissent voir un brave homme et parfois un homme brave, qui fait son devoir sans dureté exagérée et essaie d'être pédagogique. On parlerait aujourd'hui de prévention et de police de proximité.

Et puis arrive la Révolution. Dans son rapport du 13 au 29 juillet 1789, il écrit : «Il ne s'est rien passé de nouveau que ce qui est généralement connu... Une brillante et nombreuse jeunesse armée est venue hier matin pour la nomination des officiers.» On n'en saura pas beaucoup plus, mais si on le sent inquiet. Le 18 octobre 1789, il note : «Le roi est arrivé à pied vers 10 heures, a passé la troupe en revue et s'en est retourné vers 1 heure.» Quelques mois plus tard, le 25 juin 1791, après l'échec de la fuite à Varennes, le même Louis XVI passera par les Champs-Élysées sous bonne escorte, mais Federici n'est plus là. La Révolution a supprimé son poste.

Arlette Farge, l'historienne qui a exhumé les rapports du garde suisse, contextualise sa démarche et l'époque.

Dans les rapports de Federici, le lecteur découvre des choses jamais lues dans d'autres textes du XVIII^e siècle. Connait-on d'autres écrits de cette nature ?

Il y en a peu. Mais j'ai toujours aimé chercher ce genre de documents, tout ce qui se trouve en dehors de notre connaissance habituelle, les descriptions de la cour ou les magnifiques pièces de théâtre. Il y en a un autre dont j'ai fait un livre (1), c'était passionnant. Il s'agit d'un artisan tailleur qui se plaint de sa femme qui





Vue des Champs-Élysées depuis le jardin des Tuileries, entre 1745 et 1775
© Musée de la Ville de Paris

rève d'avoir une vie d'aristocrate. Elle va sur son balcon, se farde, va à la promenade, monte en bateau sur la Seine, prend des amants. Son mari décrit ça comme quelque chose de terrifiant. Pour moi qui ai beaucoup travaillé sur l'histoire des femmes, c'était très intéressant d'avoir le contrechamp d'un monsieur pas du tout cultivé, qui a trois enfants et qui invite les amants de sa femme. Ça s'interrompt brutalement parce que le texte est déchiré, je ne sais pas comment ça s'est terminé. Il était tellement triste, et moi j'étais triste avec lui.

Cette promenade des Champs-Élysées, c'était vraiment pour que tous, du petit peuple aux marquises, puissent s'y mélanger ?

L'idée était que le roi faisait de belles choses pour tous ses sujets, la promenade ne pouvait donc être que mélangée. Par ailleurs, c'est une époque où les gens vivaient sous le regard de leurs voisins. La normalité de ces siècles-là, c'était le mélange. Dans les hôtels particuliers du Marais par exemple, les aristocrates habitaient en bas et les gens de peu dans les étages. En fait, ils se croisaient tout le temps dans l'escalier. Et si un comte ou un marquis voulait un rapport sexuel avec une servante, c'est dans les escaliers que ça se passait. On trouve ça dans les archives parce qu'il y a un moment où les servantes vont se plaindre à la police. Les servantes étaient prises dans l'escalier, mais elles avaient le droit de porter

plainte, le viol était reconnu.

Pour quelle raison les aristocrates viennent-ils se mêler au petit peuple ?

Si les aristocrates passent sur cette promenade, à pied ou en carrosse, si les cavaliers viennent galoper entre les arbres, c'est pour se faire voir, tous habillés de façon magnifique. Parfois, les femmes ont dans les bras un petit chien, ou un bébé noir, c'est la mode. L'idée, c'est : « Je suis là et je suis mieux habillé que les autres. La preuve, les gens me regardent, ils me suivent. » Et c'est bien le problème pour Federici : les gens du peuple suivent les aristocrates et vont jusqu'à toucher leurs vêtements. On pense à la princesse de Lamballe qui laisse approcher tout le monde et distribue

de l'argent. Quand Federici veut écarter les gens, elle dit « laissez, ça ne me gêne pas ». Et cette femme si aimable et si admirée, en 1792, sa tête se retrouvera au bout d'une pique.

Federici décrit des crimes et délits. En même temps, on a l'impression que l'espace public est moins violent qu'au début du XXI^e siècle. Est-ce vraiment le cas ?

En fait, ça dépend des quartiers. Si vous allez boulevard Saint-Marcel ou rue Mouffetard, les endroits les plus pauvres de Paris, ça ne se passe pas comme ça. Mais les berges de la Seine sont plutôt paisibles parce que beaucoup de gens y travaillent. C'est par le fleuve qu'arrivent les marchandises. C'est là que s'exercent beaucoup de métiers : blanchisseuses, porteurs d'eau, palefreniers qui font boire les chevaux... Je n'ai jamais rencontré d'émeutes dans ce genre d'endroits.

Du côté de la police, la peur du rassemblement est présente, comme aujourd'hui. Il y a peu de violence dans la vie quotidienne, mais c'est fréquemment troublé par des événements. Comme en 1750, avec les émeutes liées à « l'affaire des enlèvements d'enfants ». Ou en 1725 et 1775, avec les émeutes de la faim. Alors là, ça se déchaine des deux côtés.

Et sinon, pourquoi y a-t-il tout le temps des vols de chapeaux, de mouchoirs et de boucles de chaussures ?

D'abord parce que ça coûte très cher. Les chapeaux sont un signe de statut, de noblesse, ils permettent de se faire valoir. Les mouchoirs aussi coûtent très cher. Ensuite, ce sont des choses très faciles à voler. Sur les Champs-Élysées, mais aussi dans les églises. Notamment parce que, pendant les sermons, il y a beaucoup de gens qui s'endorment. ►

(1) *La révolte de Madame Monjean; Histoire d'un couple d'artisans au siècle des Lumières* (Albin Michel)

FLAGRANTS DÉLITS SUR LES CHAMPS-ÉLYSÉES. LES DOSSIERS DE POLICE DU GARDIEN FEDERICI (1777-1791)

Édition présentée et annotée par ARLETTE FARGE. Postface de Laurent Turcot, Mercure de France « Le Temps retrouvé », 450 pp., 11,50 €.

FURIES

CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE

DU 4 AU 8 JUIN 2024
FESTIVAL DE THÉÂTRE DE RUE ET DE CIRQUE #35

ALICE BARRAUD & RAPHAËL DE PRESSIGNY / ASSOCIATION DU VIDE & AVANT LA FAILLITE
BLAH BLAH BLAH COMPAGNIE / BOUCHERIE MIAOUX / CARLO CERATO / CHRIS CADILLAC
CIRQUE IMMERSEIF / COMPAGNIE ANORAKS / COMPAGNIE D'UN OURS-OLIVIER DEBELHOIR
COMPAGNIE DU ROND-POINT / COMPAGNIE IN VITRO-MARINE MANE / COMPAGNIE
JOSIANES / COMPAGNIE MOSO / COMPAGNIE SACÉKRIPA / COMPAGNIE ULTRA-NYX
FAI-AR & CNAC / FRED BLIN / GÉNÉRIK VAPEUR / KTHA COMPAGNIE / LA GÉNÉRALE
POSTHUME / LA MÉANDRE / LES PHILOSOPHES BARBARES / LOS GALINDOS / MATHIEU MA
FILLE FOUNDATION / NOKILL / PAL/SECAM / THERESA KUHN / TURFU...

FURIES.FR



© MATHIEU FAYETTE



Libé week-end Chaque semaine, retrouvez huit pages consacrées à l'actualité littéraire. Samedi, le dernier tome de la mémorable biographie de Kafka (1883-1924) de Reiner Stach couronne en beauté le centenaire de la mort de l'écrivain à travers sa jeunesse et l'histoire de Prague (*Kafka, tome 3. Les Années de jeunesse*, traduit de l'allemand par Régis Quatre-sous, Le Cherche Midi). PHOTO LES

«Condamnées à mort», l'archipel d'une épuration

Fabien Lostec revient en détail sur le système de condamnation juridique et morale mis en place au sortir de la Seconde Guerre mondiale à l'encontre de centaines de Françaises collaboratrices.

Dans l'imaginaire collectif, la figure de la tondue résume le collaborationnisme féminin, postulé horizontal jusqu'au démenti apporté en 2000 par Fabrice Virgili (*la France virile*, Payot). Derrière de précieuses statistiques judiciaires, ces travaux ignorent le vécu et le devenir de ces condamnées, se focalisant surtout sur la violence extralégale. Or, d'emblée Fabien Lostec révèle que ce sont des tribunaux légaux qui punirent de la peine capitale 650 accusées (dont deux tiers par contumace), poursuivies soit, essentiellement, pour délation, surtout à caractère politique – assimilée à des actes de trahison puisque, selon le code pénal, seuls les chefs d'inculpation de trahison et d'espionnage peuvent entraîner la mort –, soit pour collaboration policière avec l'occupant ou les partis collaborationnistes, et en dernier lieu, pour collaboration politique. Ces condamnées, majoritairement de jeunes citadines de moins de 30 ans à la profession leur assurant une proximité avec les Allemands, le sont moins

pour avoir entretenu des relations amicales ou sexuelles avec eux que pour s'être mises à leur service et provoqué arrestations, tortures, déportation, décès. Néanmoins, leur collaboration les place dans l'ombre de celle des hommes et leur condamnation dans celle des «fusillés célèbres», tel Laval.

Mort sociale. Contrairement à l'idée reçue selon laquelle, conformément à une «certaine tradition républicaine», toutes ces accusées auraient été graciées, 46 d'entre elles furent passées par les armes (121 en prenant en compte les tribunaux extralégaux), un nombre jamais atteint en si peu de temps, depuis la Révolution. S'interrogeant sur ce désintérêt historiographique, l'historien le relie hypothétiquement au caractère «ordinaire» des prévenues et à leur sexe. Deux éléments qui seraient aussi intervenus dans la procédure judiciaire et dans l'appréhension des actes des prévenues. C'est donc à l'aune de la peine et au prisme du genre qu'a été décrypté, dans le cadre d'une thèse, un

immense corpus d'archives : documents des tribunaux et des prisons, mémoires, presse. Ce livre restitue, avec précision et clarté, l'essentiel de cette fructueuse recherche et de ses passionnantes conclusions, tant sur ce que l'épuration au féminin révèle de la justice et de la société au sortir de la guerre, que sur les parcours de ces collaboratrices dont les procès tenus de manière contradictoire permettent d'entendre le récit de vie, les plaidoyers *pro domo*, et l'opinion de leur entourage. Leurs motivations divergent : appât du gain, recherche de protection, désir d'aventure ; à des «stratégies de survie» s'ajoutent l'anticommunisme, l'antisémitisme, l'adhésion au nazisme.

Les affaires jugées, l'ouvrage saisit ces anonymes en attente de leur exécution ou d'une grâce, durant les années de leur incarcération et à leur sortie de la maison centrale de Rennes. Leur mort sociale se poursuit par l'obligation de «faire silence» sur leur passé, «suspectes à perpétuité», tandis qu'au début des années 50 le contexte national et international conduit à mettre un terme à l'épuration, débutée en 1944, en plein chaos judiciaire. Se concurrençant ou se succédant alors instances extralégales et léga-



A Lyon en août 1945. ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU RHÔNE

les, avec une forte perméabilité entre elles : tribunaux des maquis, tribunaux populaires, cours martiales de la Résistance, cours martiales de la République, tribunaux militaires réguliers, cours de justice.

Poncifs. Pour comprendre «les conditions d'un "moment Libération" dans l'histoire des femmes frappées par la peine capitale», l'auteur parcourt cet «archipel épuratoire», tenu à une écrasante majorité par des hommes, qui plus est par des militaires, dont le jugement est influencé, voire altéré, par les normes de genre en vigueur qu'ils ont intégrées, par leur regard sur la féminité, sur ce que doit être une femme «bien», respectueuse de ses devoirs d'épouse et de mère en temps de paix, comme en temps de guerre, laquelle lui ordonne la fidélité conjugale et patriotique. Aussi

la prétendue nature de l'inculpée est un argument central pour enfoncer le clou de sa déchéance morale. Ces femmes fascinent et effraient pour bafouer les modèles sociétaux d'une féminité faible et soumise. Les poncifs sur celle-ci sont convoqués pour lire en termes de transgression des frontières de genre les comportements et les engagements des collaboratrices, jugés contre nature, voire pathologiques. Aussi leur incarcération vise tout autant à punir qu'à moraliser dans cet «univers marqué par la violence symbolique».

YANNICK RIPA

FABIEN LOSTEC
CONDAMNÉES À MORT : L'ÉPURATION DES FEMMES COLLABORATRICES 1944-1961
CNRS Éditions, 396 pp., 26 € (ebook : 5,99 €).

Elisabeth Badinter face aux reliquats du patriarcat

A l'aune de la baisse de la natalité en France, la philosophe analyse les ressorts genrés du renoncement à avoir un enfant.

Ce n'est en somme qu'une classique histoire coût-bénéfice – sait qu'il s'agit ici de procréation –, scénario que décrypte Elisabeth Badinter avec son talent habituel dans des chapitres courts et incisifs. Le coût c'est le

manque à gagner – dans tous les sens du terme – que représente pour une femme d'avoir et d'élever un enfant ; et encore aujourd'hui en dépit de l'évolution de la société. Quant au bénéfice, il est bien connu : c'est le plaisir, en général partagé avec un(e) conjoint(e), de transmettre la vie ou quelque chose d'approchant... Désir ou devoir ? Nul ne sait au juste. Or les arbitrages que font à l'heure actuelle nombre de couples (où les mères possibles ont une part prépondérante) se lisent dans le déclin de la natalité en France aujourd'hui.

Mais pas plus les exhortations d'Emmanuel Macron que les incitations financières (du type congé paternité un peu allongé ou la création de plus de crèches) n'y feront grand-chose tant que la cause profonde n'aura pas été décelée. «Il ne faut plus rêver d'une natalité à l'ancienne», souligne Elisabeth Badinter. Mais il faut penser, dit-elle, à un remède plus ambitieux et dont la charge ne revient pas exclusivement à l'État. Son diagnostic épingle, chiffres à l'appui, la persistance de l'inégalité des sexes au sein de la famille. C'est le nerf de

la guerre de l'affaire, tellement évident qu'on le considère «normal» et du coup qu'on ne le voit plus. Les reliquats du patriarcat se manifestent ici par bien des symptômes que la philosophe transformée en psychanalyste de la société analyse avec acuité. La trace la plus massive peut-être se repère dans la persistance des stéréotypes de genre qu'on peut reformuler de la manière suivante : c'est tout simplement l'identification de la femme à la mère comme si toute femme avait une vocation maternelle. Déjà souligné par Elisabeth Badinter en 1980 à propos de

l'instinct maternel, ce stéréotype persiste et signe sous une forme modernisée : il faut non seulement être une bonne mère mais une très bonne mère, une mère exceptionnelle, totale... Du coup, rien d'étonnant à ce que certaines jeunes personnes plus éduquées qu'il y a quarante ans renoncent devant cette (trop) lourde charge et n'hésitent pas en outre à le dire (devoir de grossesse hygiénique, d'allaitement épanouissant, puis d'éducation positive, bienveillante etc., trop c'est trop). Elisabeth Badinter n'évite évidemment pas la

question du père dont le rôle est plus nuancé que le cliché du «papa poule» d'adorer (représenté fièrement allant acheter sa baguette avec son bébé en sac kangourou). Encore que... l'autrice note sans acrimonie mais non sans humour que les hommes veulent bien «aider» mais rarement «partager». D'où le titre du livre qui en dit long sur la question.

GENEVIEVE DELAISI DE PARSEVAL

ÉLISABETH BADINTER
MESSEIERS, ENCORE UN EFFORT...
Flammarion Plon, 88 pp., 14,90 € (ebook : 8,99 €).

LIVRES/

«Requiem pour Hongkong»
ou le récit d'une grande trahison

Le journaliste Dorian Malovic raconte l'écrasement des libertés symbolisant la répression croissante dans la Chine de Xi Jinping.

Trahir. Le verbe revient à plusieurs reprises dans ce récit personnel qui se lit comme un chant contre l'oubli et contre la répression. La longue – ou la grande – trahison aurait d'ailleurs pu être le titre de ce *Requiem* que signe Dorian Malovic, journaliste au quotidien *la Croix*, aujourd'hui en poste au Japon. En homme blessé, «dévasté par la destruction de Hongkong», il s'est plongé dans ses carnets, ses souvenirs, a retrouvé des amis et ses contacts, avant de repartir dans cette région administrative spéciale (RAS) reprise en main par la Chine de Xi Jinping.

«Poudrière». En «Hongkongais d'adoption», «séduits, ensorcelés, happés» par ce territoire unique, longtemps espace de liberté du monde chinois, il raconte cet attachement passionnel, cette histoire particulière qui le fait vibrer depuis une quarantaine d'années et le ramène dans la baie de Kowloon. Surtout, depuis sa fenêtre hongkongaise, il revisite l'évolution de la Chine au moment où l'on commémore le 35^e anniversaire de l'écrasement du printemps de Pékin, place Tiananmen le 4 juin 1989.

Hongkong est un embarcadere pour un voyage sans retour vers «l'inéluctable», vers les confins opprimés par la Chine communiste, au cœur de la «république populaire de l'annexion», selon l'expression de la journaliste Louisa Lim. «La Chine a mis cinquante ans pour assassiner le Tibet, une vingtaine d'années pour massacrer le Xinjiang et... une année à peine pour écraser Hongkong en 2019», résume Dorian Malovic au milieu de son périple au pays du grand mensonge et de la grande répression. Il a vécu la rétrocession de 1997, puis le verrouillage progressif de la RAS avec la loi sur les extraditions en 2019 et sur la sécurité nationale, un an plus tard. Avant un dernier voyage, inquiet et sans illusion, en 2023, dans la «dictature 2.0 et dans une «Asie poudrière». Son *Requiem* n'est pas un pamphlet politique ni une analyse à froid d'un régime avant tout soucieux de garder le pouvoir et de préserver la légitimité du parti et du leader. Qui a renoncé aux promesses de l'ouverture et aux possibles d'un «miracle chinois», et s'est livré au «viol de Hongkong». Avec une belle empathie, l'auteur prend la route du reportage pour «ressentir les Chinois, les observer, les écouter et tenter de les comprendre». Malovic débarque à Hongkong en 1987 avec ses malles, ses carnets et des yeux grands comme des soucoupes.

Il ne parle pas alors cantonnais ni mandarin. Mais il se fonde dans le décor. S'installe dans les gargotes de Hongkong, les fesses sur un tabouret en plastique non loin des fourneaux fumants aux fumets fameux. Il traque «l'âme hongkongaise». Il est à bord des trains, des ferries, dans les rues, les cafés de la ville-usine qui était alors aussi une ville refuge après «l'ouragan maoïste» et ses dizaines de millions de morts. C'est alors le début du made in China. Il va «assister au réveil de la Chine». Malovic veut «voir et faire voir». Pari largement réussi pour cette immersion vivante et vibrante.

Sbires. Vendeurs, érudits, religieux, businessman dans l'électronique ou le textile, banquier, etc. Malovic croise des dizaines de Chinois. Son récit est peut-être d'abord un bel hommage à ces femmes et ces hommes qui ont affronté la répression et le grand verrouillage perceptible dès 1989. Curieux et insatiable, l'auteur part explorer Canton, le Sichuan, puis le Tibet et le Xinjiang à la faveur de voyages officiels organisés par le régime, seule manière désormais de pénétrer certaines régions reprises en main par Pékin. Il y a des pages savoureuses quand Malovic se frotte aux services de la propagande, aux «gentils organisateurs», après s'être dérobé aux sbires chargés de l'encadrer. Tout cela donne des moments privilégiés avec des Ouïghours de Yining, trahis eux aussi, tout comme les Tibétains, par la Chine de Xi Jinping. Puis régulièrement, Dorian Malovic revient au bercail. «Hongkong est un patient en phase terminale», lui glisse un trentenaire en 2019. La fin est proche. Et ce *Requiem*, un rappel salutaire pour ne pas oublier.

ARNAUD VAULERIN

DORIAN MALOVIC
REQUIEM POUR HONGKONG. COMMENT LA CHINE A TUÉ HONGKONG Bayard «réécrits», 272 pp., 19 €.



A Hongkong, en 1989. PHOTO AFP

LIRE
À LIMOGES

21.22.23
Juin 2024

J'ai
vécu
mille
vies
Parce
que
je
lis.

lire.limoges.fr

@LireALimoges /LireALimoges



Benjamin
Vautier, dit Ben,
en 2008 à Nice.

PHOTO PHILIPPE
BONAN ALAMO

L'artiste de 88 ans, qui s'est donné la mort mercredi dans sa maison niçoise, laisse une œuvre dense dépassant largement les mots inscrits sur les agendas et trousseaux d'écoliers qui l'avaient rendu célèbre.

«**N**ous sommes tous ego.» Surtout lui. L'artiste Benjamin Vautier, dit Ben, dont les punchlines tracées à l'encre blanche sur fond noir habillaient dans les années 90 les trousseaux et agendas des collégiens, s'est suicidé mercredi. Il «ne voulait et ne pouvait pas vivre» sans sa femme Annie, morte d'un AVC quelques heures plus tôt, ont annoncé ses enfants, Eva (Cunégonde, de son deuxième prénom), galeriste reconnue à Nice, et François (Malabar, de son deuxième prénom). Sa disparition à 88 ans, et son ultime geste, aux antipodes de l'egotrip derrière lequel il se réfugiait, sont l'occasion de rappeler qui était vraiment Ben, réduit ces dernières années «à la caricature de lui-même», comme en témoigne un acteur culturel de la vie niçoise, ébranlé par la disparition de ce monument local. Né à Naples en 1935, le Suisse d'origine était devenu une figure de Nice, dont le maire, Christian Estrosi, a annoncé sur Facebook qu'elle lui rendrait «un hommage à la hauteur de son génie».

Équilibriste. Car derrière la grande gueule et le businessman maqué avec le géant des fournitures scolaires Quo Vadis, il y avait aussi un artiste pionnier en tout. Qui avant même de se concevoir artiste, alors qu'il était encore libraire, papetier, disquaire, organisait déjà des happenings sur la promenade des Anglais en pleine guerre d'Algérie. On ne parle pas encore des *post-colonial studies* et pour cause, mais Ben admire le penseur décolonial François Fontan, qui créa ensuite le Parti national occitan – la défense des régionalismes deviendra l'un des dadas de Ben. Il y avait là J.M.G. Le Clézio et d'autres figures niçoises. Tous attendent que les flics les embarquent. «Déjà, art et activisme se confondent chez lui», commente aujourd'hui Eric Mangion, ancien directeur de la villa Arson, qui rappelle qu'à la même époque, Ben «ouvre aussi une boîte de nuit avec l'artiste Robert Malavab».

A Nice, Ben fait la connaissance de Klein et Arman, grâce à l'entremise de l'épouse de ce lui-ci, la compositrice Eliane Radigue, mais c'est surtout la rencontre avec George Maciunas, fondateur du mouvement Fluxus, qui marque son entrée dans le monde de l'art. À partir de 1962,

DISPARITION

il fréquente assidûment cette bande venue de l'autre côté de l'Atlantique (George Brecht, Nam June Paik ou John Cage), tout en commençant à tracer sa trajectoire d'équilibriste, entre le nouveau réalisme et Fluxus, deux courants qui se détesteraient cordialement, tout en frayant avec les lettristes dont il partage le goût de la poésie. A Villefranche-sur-Mer, en banlieue de Nice, où il a ouvert «La Cédille qui sourit», il partage avec son complice Robert Filliou l'adage selon lequel «l'art est ce qui rend la vie plus intéressante que l'art». Leur galerie devient l'épicentre informel

d'une petite communauté d'artistes français et internationaux dont le programme reste flou : «Echange insouciant d'information et d'expérience; ni élève, ni maître; parfaite licence, parfois parler, parfois se taire».

Ben élabore alors le concept de «sculptures vivantes» (bien avant celles des Anglais Gilbert & George) et ouvre son «magasin» qui changera plusieurs fois de nom – «Laboratoire 32», puis «Ben doute de tout» – jusqu'à sa fermeture en 1972. L'installation, caveau d'Ali Baba, intègre les collections du centre Pompidou qui ouvre ses portes peu après, en 1977, avec deux grandes expositions : l'une consacrée à

Marcel Duchamp, l'autre à la scène niçoise, signée Pontus Hultén mais pilotée par Ben.

Durant ces années, raconte Eric Mangion, qui a consacré une exposition à l'«Histoire de la performance sur la Côte d'Azur», «il devient l'épicentre d'un art d'attitude et de comportement qui se propagera comme une traînée de poudre dans les décennies à venir. Pour ceux qui considèrent que Ben n'est qu'un bouffon vendeur de chaussettes et de carnets scolaires pour grandes surfaces, à l'ego surdimensionné, obsédé par sa sexualité vieillissante et fourvoyé dans des discours régionalistes ambigus, il est nécessaire de rappeler à quel point il fut en-

tre 1958 et 1972 cet incroyable inventeur de Gestes aussi singuliers qu'universels, magnifiques que dérisoires, travaillant mieux que personne à cette époque l'étude des comportements, à commencer par le sien toujours entre deux eaux». En 1972, c'est le commissaire suisse Harald Szeemann qui le met à l'honneur lors de la Documenta de Cassel (Allemagne), aux côtés des «musées des artistes» de Broodthaers, Duchamp ou Oldenburg. Cette édition intitulée «Quand les attitudes deviennent formes» restera dans les annales de l'histoire de l'art.

Mise en scène. Au début des années 80, Ben s'entrichit d'une nouvelle famille plus punk et héberge sur les cimaises de sa galerie-atelier niçoise les pionniers de la figuration libre, terme qu'il invente en 1981. Ce contre-courant, aux antipodes de la rigueur de Support/Surfaces qui occupe alors le devant de la scène française, réunit entre autres Robert Combas, Hervé Di Rosa, François Boisrobin ou les Frères Ripoulin, qui mettent la peinture et la fête au centre, et se trouvent des complices américains du côté de Basquiat ou de Keith Haring. La mise en scène de soi, si possible bruyante et débraillée, est de rigueur, et Ben s'inscrit en plein dans cette mouvance.

Comme Nina Childress, membre alors des Frères Ripoulin, qui se souvient que la stratégie de l'époque était d'«occuper le terrain», en placardant sur les boulevards parisiens des panneaux géants ou en squattant le clip de Marcia Balla des Rita Mitsouko. Il estime – et continuera de le penser plus fort encore, près de vingt ans plus tard, ce qui était peut-être un problème – que «l'art doit communiquer». «Aujourd'hui le marketing et l'art se sont rejoins», disait-il à *Paris Match* en 2005 et d'ajouter, avec la modestie qu'on lui connaît : «En particulier depuis Andy Warhol, Keith Haring et moi.»

Une grande rétrospective organisée par le MAC de Lyon en 2010 avait tenté de faire la synthèse. Intitulée «Strip-Tease intégral», elle déplaçait toutes les facettes de l'œuvre et de la vie de Ben, des années Fluxus jusqu'à ses sculptures vivantes, ses punchlines poétiques, en passant par sa défense des cultures vernaculaires et des langues régionales. Alors qu'en 2024, Nina Childress est rentrée à l'Académie des beaux-arts, qu'Hervé Di Rosa a bénéficié d'une rétrospective à Beaubourg et que l'art brut est en passe de devenir un classique, on se dit, qu'après tout, la roue tourne et que Ben a bien fait de s'offrir plusieurs vies.

CLAIRE MOULÈNE



Ben, les mots de la fin

BOUTIQUE.LIBERATION.FR

Pas sage en force

Elodie Bouchez Distanciée et observatrice, l'actrice n'a pas peur de faire des choix audacieux.



C'est une récidive menée sans préméditation, ni espionnerie particulière. La dernière fois qu'on lui avait tiré le portrait, en 2016, elle donnait la réplique à Ramzy Bedia dans le premier film de celui-ci, intégralement englobée dans un improbable costume de panda. Cette fois-ci, elle campe une mère de famille se saignant aux quatre veines – au sens propre – pour assurer la survie de son fils vampire, dans un long métrage vénérable en salles ces jours-ci après avoir reçu le prix du jury au dernier festival du film fantastique de Gérardmer. Elodie Bouchez a l'art d'être là où on ne l'attend pas, sans volonté excessive ou revendication. On imaginait comment un tournant dans sa carrière.

Déterrer, qui sait, de nouvelles envies longtemps enfouies. Elle qui manie avec dextérité aiguilles, seringues et poches de faux sang à l'écran se contente d'évacuer nos interprétations farfelues, de sa petite voix immuable et juvénile : non, le sang ne la dérange pas. Non, elle n'a jamais eu peur des vampires. Non, elle n'était pas non plus spécialement attirée par le film de genre, juste « convaincue par le scénario. Cette idée d'amour inconditionnel me parle ». Elle n'est pas de celles qui lancent des appels du pied aux noms les plus en vue du

moment, et pas du genre à scruter son nombril avec excès. Tout juste se sent-elle « gâtée » par ses rôles ces dernières années. « Elle fait des choses formidables en toute discrétion, sans en parler pendant des heures », loue l'acteur et réalisateur Gilles Lellouche. Lui qui vient de faire appel à elle dans l'Amour oufivante aussi la « finesse » de son jeu, son « élégance », sa « politesse » et cet « étonnant mélange de force et de douceur ».

On serait tenté de la qualifier d'étrangement normale. C'est sans doute ce qui explique que dans la brasserie du quartier parisien de Montparnasse où elle nous a donné rendez-vous un dimanche matin, le garçon de café nous ait discrètement demandé qui elle était. Toute de jean

vêtue, sans ostentation, elle est venue en voisine, à vélo électrique. Elle aurait aimé nous recevoir chez elle, mais le plus jeune de ses deux fils, nés de son union avec l'ex-Daft Punk Thomas Bangalter, fête ce jour-là ses 16 ans. « Ça n'aurait pas été calme ». Juste après, elle filera rejoindre son aîné, chef opérateur de 22 ans, à une projection. Et entre-temps, avenante, polie, sans aspérité décelée, elle prend le temps de disserter sur ses trente-cinq années de carrière, comme on badinait jardinage avec une voisine. Il y a quelques mois encore, elle

vivait dans le quartier branché du Marais. « J'apprends à redécouvrir Paris sous un autre prisme. Un Paris que j'avais un peu oublié. » Et dont elle a longtemps rêvé, plus jeune.

Née à Montreuil (Seine-Saint-Denis) d'un père architecte autodidacte puis chauffeur de taxi et d'une mère assistante de direction, grandie à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne), Elodie Bouchez, fille unique, dépeint une enfance heureuse, très tôt marquée par une vocation d'actrice, sans admiration ou idôlatricie particulière : « Je rêvais d'un ailleurs. » Dès l'âge de 4 ans, sa mère l'inscrit à la danse. Classique, modern jazz, puis contemporaine : sa passion lui permet de quitter cette banlieue qui l'étouffe pour le X^e arrondissement de la capitale, où elle prend des leçons deux fois par semaine, au sein d'une école créée par Sylvie Vartan. « Là, quelque chose s'ouvrait, proche du fantasme, comme dans Flashdance », sourit-elle. Tandis que la petite troupe joue parfois les éléments de décor dans des émissions télé, l'ado est repérée par une agence, et commence les castings. En parallèle, elle redouble sa seconde pour changer de lycée et pouvoir suivre des cours de théâtre. C'est ainsi qu'elle débute à 16 ans

dans *Stan the Flasher*, de Serge Gainsbourg, dérangeante histoire d'exhibitionnisme. Portant une main à son sternum, elle compare ce film, confidentiel, à « une pépite, un diamant brut introuvable, comme la pierre que Gainsbourg gardait autour du cou ». L'occupant de la rue de Verneuil l'aurait bien vue donner de la voix sur la BO, mais elle a résisté : « Je savais que je ne chantais pas bien, et ça n'était pas mon projet. J'étais alignée avec qui j'étais, avec mes idées bien arrêtées, et l'arrogance de la jeunesse. »

Le succès arrivera vite, et fort, au point de la voir un temps qualifiée de visage d'une génération, après le *Péril jeune* (Klapisch, 1994), les *Roseaux sauvages* (Téchiné, la même année), puis la *Vie rêvée des anges* (Erick Zonca, 1998), qui lui vaudra un César et un prix d'interprétation féminine ex aequo avec Natacha Régnier à Cannes. Sans fausse modestie, elle rembobine : « Le succès, le star-system, ça n'a jamais été mon objectif premier. Ce que je voulais, c'était vivre des expériences. » « Elle est tout le contraire d'une grande gueule. Elle n'essaie pas de tirer la couverture à elle, ne fait pas de manière, n'est pas chichiteuse, et sait se mettre au service d'un projet. C'est aussi une culture de théâtre », abonde la réalisatrice Jeanne Herry, qui l'a choisie pour *Pupille* (2018) et *Je verrai toujours vos visages* (2023). Avec l'émergence de la vague #MeToo, Elodie Bouchez s'est demandé si elle avait « subi ou pas », passant en revue ses expériences passées, dont un rendez-vous, finalement non honoré, avec le producteur Harvey Weinstein dans un hôtel cannois en 1999. Si elle estime avoir « eu de la chance d'être passée entre les gouttes », elle veut aussi dire son « admiration » pour « toutes ces femmes qui osent enfin raconter ». Hésitant sur le terme, elle ajoute : « Je suis circonspecte. J'attends de voir ce qui va se passer. Il faut que justice soit faite, et bien faite. »

Cette contemplative se tient plutôt à l'écart de l'actualité, préférant qu'on lui raconte. Elle dit n'avoir pas grandi « dans une famille où la politique était accessible aux enfants. J'ai voulu rectifier ça en tant qu'adulte ». De ses choix dans l'isolet, elle lâche juste « voter contre » et être décidée à « continuer à le faire », tout en se disant « ahurie par le cirque politique mondial », avec Donald Trump pour tête d'affiche. « Elle est avec vous, mais à la fois c'est comme si par le fait de sa présence ne vous était pas complètement dédiée, comme si elle observait le monde. Elle a une grande attention aux autres », analyse Gilles Lellouche. Résultat : si elle sort en boîte de nuit, ce qu'elle ne fait plus assez souvent – à son goût, elle reconnaît volontiers « adorer regarder les gens, les corps, les dynamiques ». Elle rit : « Pour peu que tu ne boives pas, ce qui est mon cas, on peut avoir l'impression que tu te fais chier, alors que pas du tout. » L'autre s'invite jusque sur sa table de nuit, où s'accumulent les récits personnels : de la danseuse étoile Aurélie Dupont, d'Isild Le Besco, de Lolita Chammah... Beaucoup de femmes, fait-on remarquer. Elle corrige : « J'ai aussi lu Négociateur, de David Corona, un ancien du GIGN. » La quatrième de couverture, consultée à l'issue, nous éclaire : « Négocier avec la mort, négocier avec la vie. » L'histoire d'un « cas à part dans un corps d'élite », féru de psychologie. On comprend que ça ait fait écho. ♦

Par VIRGINIE BALLEST
Photo JÉRÔME BONNET. MODDS

LE PORTRAIT